

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

De la Communication des Archives Notariales

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sur les matières ci-dessus sera présenté et soutenu
le 11 mars 1937, à 14 heures.*

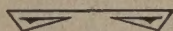
PAR

CLAUDE FERMIGIER

PRÉSIDENT : M. G. RIPERT, Professeur.

SUFFRAGANTS : MM. REGNAULT, Professeur.

ESMEIN, Professeur.



PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & Cie

158-160, RUE SAINT-JACQUES

—
1937

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

**De la Communication
des Archives Notariales**

A MON PÈRE

A MA MÈRE

De la Communication des Archives Notariales

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sur les matières ci-dessus sera présenté et soutenu
le 11 mars 1937, à 14 heures.*

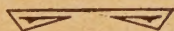
PAR

CLAUDE FERMIGIER

PRÉSIDENT : M. G. RIPERT, Professeur.

SUFFRAGANTS : MM. REGNAULT, Professeur.

ESMEIN, Professeur.



PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & Cie

158-160, RUE SAINT-JACQUES

—
1937

INTRODUCTION

1. — Certaines conventions doivent obligatoirement être reçues par un notaire. D'autres conventions, pour lesquelles la forme notariée n'est que facultative, sont néanmoins souvent reçues en la forme authentique. Enfin, il y a des cas où on a recours au ministère des notaires pour leur faire constater d'autres opérations que des contrats ou conventions : pour un testament authentique, ou un procès-verbal d'inventaire, par exemple. Il reste trace, en l'étude d'un notaire, des actes qui y sont reçus ; en effet, les actes notariés, sauf exception pour certains actes simples reçus en brevet, sont faits en minute dont l'original doit être gardé à l'étude. Les études de notaires contiennent, outre ces minutes, un grand nombre d'autres documents : répertoires, registres de comptabilité, dossiers, etc.

A quelles personnes et dans quelle mesure est-il donné connaissance du contenu de ces archives que détiennent les notaires ? Cette question met plusieurs intérêts en jeu, parfois en opposition.

Il y a d'abord des personnes qui trouveront dans les archives notariales des éléments de preuve très utiles. Leur fermer ces archives peut équivaloir à leur refuser un droit : *Idem est non esse aut non probari*.

Mais quelque légitime que paraisse l'intérêt de celui qui demande de prendre connaissance de ces archives, il importe de se rappeler qu'il peut aussi se trouver d'autres intérêts à sauvegarder. La divulgation des clauses d'un testament d'une personne vivante ne pourrait souvent que présenter des inconvénients. Il en serait de même de la divulgation des secrets de familles que renferment souvent les actes notariés.

Par ailleurs, des considérations d'intérêt public ou général peuvent nécessiter des investigations dans les archives de notaires. Ces archives peuvent recéler des preuves de crimes ou délits, preuves qui seront utiles à la justice répressive. De plus, la surveillance et la discipline des notaires ne risqueront d'être exercées avec succès que s'il est donné un certain droit d'investigation dans les archives des notaires. En outre, l'Etat, pour la perception des impôts, pourra y puiser des renseignements utiles. Enfin, — et si cet intérêt n'est que secondaire, il n'en est pas moins légitime — le notaire qui a dû se rendre cessionnaire d'une étude peut équitablement prétendre conserver la clientèle de cette étude ; or les archives sont un des éléments qui retiennent la clientèle ; les communications trop facilement accordées facilitent l'exode de la clientèle. Certes, pour le seul motif qu'il voudrait éviter qu'un client le quittât, un notaire ne pourrait refuser une communication due, mais il serait en droit de la refuser s'il avait quelque autre motif. Il y aurait là une considération de fait dont il pourrait tenir compte

dans la mesure où elle serait étayée par des arguments de droit.

On le voit, les communications d'archives notariales concernent des intérêts variés et divers qui pourraient parfois se trouver en opposition. Enfin, il faut observer que ces questions touchent à la question du secret professionnel, auquel le notaire est en principe tenu (art. 378 C. pén.).

2. — Il y a lieu d'observer ici que les actes notariés donnent souvent lieu à certaines formalités. Ces formalités consistent à transmettre à un fonctionnaire compétent l'ensemble ou un extrait d'un acte en vue de la formalité à accomplir. Parfois le notaire est tenu de faire opérer ces formalités (enregistrement des actes, publicité au registre de commerce des contrats de mariage de commerçants, lorsque l'un des époux est commerçant au moment de son contrat de mariage, etc.). Souvent le notaire requerra l'accomplissement de ces formalités en qualité de mandataire ou de gérant d'affaires de ses clients (transcription, inscription hypothécaire). Il faut observer que ces formalités ont parfois pour effet de donner une certaine publicité aux actes ; c'est le cas de la transcription, ou des inscriptions hypothécaires.

Ces formalités n'ont d'ailleurs pas toujours pour but d'assurer la publicité des actes des notaires ; il en est ainsi de l'enregistrement. Presque tous les actes notariés sont soumis à la formalité de l'enregistrement ; la formalité opérée, un résumé de l'acte subsiste sur les registres du rece-

veur. Or ces registres ne sont pas publics ; les receveurs ne peuvent, aux termes de l'art. 58 de la loi du 22 frimaire an VII (décret de codification du 27 décembre 1934, art. 280), en délivrer des extraits que « lorsqu'ils leur sont demandés par quelqu'une des parties contractantes, ou leurs ayants cause. » Il y a d'ailleurs dans ce texte des expressions voisines de celles contenues dans les dispositions de l'art. 23 de la loi du 25 ventôse an XI ; nous étudierons plus loin ces dernières dispositions (*infra*, N^{os} 14 et s.). Quant aux tiers, ils ne peuvent obtenir des extraits des registres de l'administration de l'enregistrement, s'ils ne sont porteurs d'une ordonnance du juge de paix.

A propos de ces formalités auxquelles donnent lieu les actes notariés, il en est une qui a donné lieu, à l'origine, à des difficultés, difficultés tenant précisément aux règles de la communication des actes. Par circulaire en date du 25 octobre 1910, adressée aux procureurs généraux, le Ministre de la Justice invitait les notaires à rédiger, chaque fois qu'ils recevraient un acte portant translation de propriété, un extrait contenant un certain nombre d'indications, extraits ayant pour but de faciliter la mise à jour des mutations cadastrales. Ces extraits devaient être remis lors de l'enregistrement de l'acte au receveur de l'enregistrement. Des notaires se refusèrent à exécuter cette circulaire, illégale à leurs yeux, comme contraire à l'article 23 de la loi du 25 ventôse an XI, contenant organisation du notariat. Ces notaires furent poursuivis disciplinairement. La Cour

de Cassation, le 17 novembre 1913 (D. 1914.1.5), cassa un arrêt de la Cour de Poitiers qui avait infligé à un notaire une peine disciplinaire, pour refus d'exécution de la circulaire. La Cour de Cassation avait déclaré qu'à défaut d'une loi, les communications ne peuvent être exigées en vertu de simples instructions ministérielles. On dût alors faire intervenir le législateur qui, par une loi du 20 mai 1915, imposa aux notaires les obligations prescrites en la circulaire du 25 octobre 1910.

3. — Sous le bénéfice de ces observations relatives aux formalités auxquelles donnent souvent lieu les actes notariés, étudions maintenant les communications des archives notariales.

La communication consiste en la représentation d'une pièce, d'un document, d'un registre, etc., à une personne pour lui permettre d'en prendre connaissance. Le mode le plus fréquemment employé pour permettre à une personne de prendre connaissance du contenu d'un document consiste à lui délivrer une copie du document.

A qui le notaire doit-il communiquer ses archives ? Dans quelle forme communiquera-t-il ? Quelle étendue sera donnée à ces communications ? Enfin, à propos de ces communications, quelles seront les responsabilités susceptibles d'être encourues ? Telles sont les questions auxquelles nous nous proposons de répondre dans la présente thèse.

Celle-ci comprendra quatre titres :

Titre I. — Des communications dans un intérêt particulier.

Titre II. — Des communications dans un intérêt général.

Titre III. — Des communications dans l'intérêt des recherches historiques.

Titre IV. — Des responsabilités susceptibles d'être encourues à propos des communications d'archives notariales.

Mais d'abord, dans un chapitre préliminaire, nous traiterons sommairement des archives notariales, de leur composition, de leurs lieux de dépôt et des personnes chargées d'en donner communication.

CHAPITRE PRELIMINAIRE

Des archives notariales, de leur composition, de leurs lieux de dépôt et des personnes chargées de leur communication.

SECTION I

DES ARCHIVES NOTARIALES ET DE LEUR COMPOSITION.

4. — Charles VII, par des lettres patentes du 1^{er} décembre 1437, généralisant un usage antérieur, prescrivit aux notaires de garder un *protocole* où seraient transcrits les actes. Sous ce régime, le notaire « baillait » aux parties le « brief ou bref », il ne gardait pas de minute.

François I^{er}, par l'ordonnance de Villers-Cotterets, d'août 1539, oblige les notaires et tabellions à « faire registres et protocoles des actes par eux reçus et de les garder fidèlement. » (art. 173). L'art. 174 de la même ordonnance dispose que « dans les registres et protocoles seront mises et insérées tout au long les minutes des contrats. » A Paris, à partir du début du xvii^e siècle, il n'y eut plus de protocoles ou registres ; désormais, il n'y eût que des minutes.

La loi du 25 ventôse an XI dispose (art. 20, alinéa 1) :
« Les notaires seront tenus de garder minute de tous les

actes qu'ils recevront. » Suit l'exception pour quelques actes simples reçus en *brevet*.

5. — Quelle est la nature juridique des droits que l'on peut avoir sur les minutes ? Le notaire est un fonctionnaire public ; il assure un service public. Certes, la *finance* de l'office lui appartient ; il a dû se rendre cessionnaire du droit de présentation dont lui, sauf au cas de destitution, ou ses héritiers, pourront disposer à leur tour. Mais le titre de notaire lui-même est hors du commerce. Quant aux minutes, le notaire est tenu de par ses fonctions d'en conserver le dépôt ; il en a la garde. Il peut, certes, en retirer un certain avantage pécuniaire par la délivrance des expéditions. Le notaire ne peut avoir sur des minutes dont il a la garde des droits analogues à ceux que l'on possède sur une propriété mobilière. Les minutes font partie du domaine public ; elles sont inaliénables et imprescriptibles. Les minutes des actes postérieurs à la mise en vigueur de la loi du 25 ventôse an XI ne sont d'ailleurs pas les seules à posséder ces caractères. Les mêmes règles sont applicables aux minutes plus anciennes.

Cette manière de voir fut celle qu'adopta le Tribunal de la Seine le 5 février 1869 (*Revue du Notariat et de l'Enregistrement*, 1869, N° 2303, réquisitoire de M. Manuel). On avait annoncé à Paris une vente de documents au nombre desquels se trouvaient un partage reçu par M^e Le Fouin, notaire à Paris, signé de Louis XIV, et trois pièces y annexées (dont le testament d'Anne d'Autriche), l'acte de vente

du palais Mazarin, le testament du peintre Mignard, etc. M^o Vassal, notaire à Paris, successeur médiat des notaires Le Fouin et de Beauvais, rédacteurs des minutes mises en vente, pratiqua une saisie revendication qui fut validée par le tribunal, lequel ordonna que ces minutes lui seraient remises.

6. — De nos jours, de quelle catégorie de documents se composent les archives de notaires ? Les minutes et répertoires, seuls documents dont il était question dans la loi de ventôse, en forment une première et la principale catégorie. Il y a lieu d'y ajouter quelques registres spéciaux, en particulier le répertoire des protêts, dont la tenue est prescrite par l'art. 162 nouveau du Code de Commerce.

De plus, les notaires tiennent plusieurs registres de comptabilité. Les notaires n'étant pas des commerçants ne sont pas soumis à la tenue des livres de commerce. Mais un décret du 30 janvier 1890, complété par d'autres décrets du 22 octobre 1910, et du 16 mars 1931, les astreignent à la tenue d'une comptabilité spéciale à leur profession. Ces registres de comptabilité font partie de l'office ; en effet, la jurisprudence décide qu'en cas de changement de titulaire, ces registres de comptabilité doivent être remis au successeur.

En particulier, la Cour de Cassation, le 19 octobre 1904 (Req. rej. 19 octobre 1904, D. 1905.1.12) rappelait « que la cession d'un office de notaire comprend la cession des minutes avec tous leurs accessoires, c'est-à-dire les documents,... et

registres qui s'y rattachent ; que parmi ces derniers figurent notamment les registres de comptabilité dont la tenue est prescrite à chaque notaire par le décret du 30 janvier 1890. »

Doivent également être remis au successeur, comme faisant partie de l'étude, les documents, pièces, notes et dossiers qui se rattachent à l'étude (arrêt précité Req. rej. 19 octobre 1904 ; Civ. cass., 10 juin 1918, *Journal des Notaires*, 1918, N° 31955). Ce dernier arrêt porte notamment : « Attendu que la cession d'un office de notaire comprend la cession des minutes avec leurs accessoires, c'est-à-dire les documents, pièces, notes, dossiers et registres qui s'y rattachent ;... qu'il importait peu que quelques-uns de ces dossiers puissent être sans utilité pour le cessionnaire ; — qu'en effet les documents qui se rattachent à une opération du ministère du notaire, ne sont point à la libre disposition de ses héritiers ; — qu'ils doivent demeurer dans l'office et passer sous la garde de celui qui en devient titulaire. »

Cette obligation de remise des documents est une règle d'ordre public (Req. rej., 19 octobre 1904). Le notaire qui se retire, ou ses héritiers, pourront d'ailleurs ultérieurement prendre connaissance de certains documents (*infra*, N° 35).

Parmi des documents qui doivent être remis au successeur en cas de changement de titulaire de l'office, il peut s'en trouver qui sont détenus à titre privé et confidentiel. C'est le cas de testaments olographes que les testateurs confient souvent à leur notaire. Ce peut être le cas encore de

pièces remises confidentiellement à un notaire en vue de la rédaction d'un acte. Il importe donc de faire des distinctions entre les différents documents qui peuvent être détenus par un notaire à des titres divers.

SECTION II. — DES LIEUX DE DÉPÔTS DES ARCHIVES NOTARIALES ET DES PERSONNES CHARGÉES DE LEUR COMMUNICATION.

§ 1^{er}. — *Des dépôts d'archives dans les études de notaires.*

7. — L'une des fonctions des notaires, rédacteurs d'actes et contrats, est « d'en conserver le dépôt, en délivrer des grosses et expéditions » (L. 25 ventôse an XI, art. 1^{er}). Cette fonction du notaire n'est interrompue que si le notaire est frappé de la peine disciplinaire de la *suspension* (Civ. cass. 22 mai 1854, S. 54.1.704). « Attendu, dit la Cour, qu'aux termes de l'art. 52 de la loi de ventôse, tout notaire suspendu doit, aussitôt après la notification de sa suspension, cesser l'exercice de son état ; — Qu'aux termes de l'art. 1^{er}, les fonctions de notaire consistent notamment à conserver le dépôt des actes et contrats ; — Qu'ainsi le notaire suspendu perd le droit par l'effet de la suspension et pendant toute sa durée, la fonction de sa charge qui consiste à conserver ce dépôt. »

En cas de *suppression d'un office de notaire*, les minutes ne doivent pas, aux termes d'une décision du Ministre de la Justice du 11 février 1878, être divisées entre plusieurs

études ; elles doivent être attribuées en totalité à un notaire.

Dans tous les cas où il y a *transmission de minutes*, il doit être dressé un état sommaire et le notaire qui reçoit les minutes doit s'en charger au pied de cet état (L. 25 ventôse an XI, art. 58). Lorsqu'il est satisfait à cette disposition de la loi, il est facile de dégager les responsabilités en cas de perte de minutes. Mais qui est responsable quand il n'a pas été rédigé d'état sommaire ? M. Al. Amiaud (*Revue du Notariat et de l'Enregistrement*, 1879, p. 881) admet qu'il existe une présomption légale simple, *juris tantum*, que le notaire en exercice a reçu intégralement les minutes de ses prédécesseurs.

8. — Le notaire possesseur de la minute est seul compétent pour en délivrer des grosses et expéditions (L. 25 ventôse an XI, art. 24). Lorsqu'un notaire est absent ou empêché, un usage ancien lui permet de se faire substituer par un collègue ; le notaire substituant peut alors valablement délivrer une expédition d'une minute en la possession du notaire substitué. Spécialement on doit recourir à ce procédé de la substitution dans un cas particulier. On sait qu'aux termes de l'art. 18 de la loi de ventôse, les notaires ne peuvent recevoir des actes dans lesquels leurs parents ou alliés en ligne directe à tous les degrés, et en collatérale, jusqu'au degré d'oncle ou de neveu inclusivement seraient parties, ou qui contiendraient quelque disposition en leur faveur. Or un notaire peut se trouver dépositaire d'un acte

reçu par un de ses prédécesseurs, ou par lui-même, avant une alliance, intéressant un de ses parents ou alliés au degré sus-indiqué. S'il fallait délivrer expédition de cet acte, il semble que le notaire devrait se considérer comme empêché et se faire substituer par un collègue.

L'article 61 de la loi de ventôse dispose qu'après le décès d'un notaire, le président du tribunal charge par ordonnance un autre notaire de la garde des minutes et répertoires. Une jurisprudence, remontant aux ordonnances du Président de Belleyrne, consiste à insérer au dispositif de l'ordonnance de nomination d'un notaire comme gardien des minutes d'un de ses confrères, qu'il aura pouvoir pour délivrer les grosses, expéditions et extraits, et qu'il recevra les actes de l'étude vacante.

La règle en vertu de laquelle la délivrance des expéditions appartient au notaire détenteur de la minute souffre deux exceptions. L'une se présente en cas de compulsoire ; le jugement peut alors ordonner que l'expédition sera délivrée par un juge, ou par un autre notaire (*infra*, N° 44). L'autre exception se présente au cas où des archives notariales se trouveraient déposées en un greffe pour une procédure ; c'est alors le greffier qui, sous certaines conditions, peut en délivrer expédition (art. 245, C. proc. civ.).

Les notaires sont compétents pour délivrer expédition de tous les actes qu'ils détiennent ; l'art. 21 de la loi de ventôse prend soin de préciser que « tout notaire pourra délivrer copie d'un acte qui lui aura été déposé pour minute. »

Or, peuvent se trouver ainsi déposées pour minutes ou être annexées à des actes notariés des copies de documents dont l'original subsiste en d'autres dépôts publics. Le notaire agit évidemment régulièrement en les expédiant à la suite d'un acte notarié dont ils sont le complément et l'accessoire. Mais peut-il en délivrer isolément des expéditions ? Une circulaire de la Chancellerie du 23 mai 1862 décide que les notaires ne peuvent délivrer copie des expéditions d'actes de l'état-civil qui leur auront été déposées pour minutes et qui se trouvent annexées à leurs minutes. En outre, l'art. 11 du règlement prototype des compagnies de notaires, annexé à la circulaire du 26 février 1891, dispose que « les notaires ne peuvent délivrer isolément ni expédition, ni extrait des pièces annexées à leurs minutes, ... quand il existera minute de ces copies dans l'étude d'un notaire du même arrondissement. » Cette disposition n'est — il y a lieu de le remarquer — qu'une mesure de discipline intérieure au notariat. Enfin, un jugement du tribunal de Dreux (7 mai 1918, S. 1923.2.25) a condamné le suppléant d'un notaire à des dommages-intérêts envers le greffier d'un tribunal de première instance pour avoir délivré des expéditions d'actes judiciaires déposés à l'étude.

Si une minute était difficilement déchiffrable, il y aurait lieu de commettre, par ordonnance de référé, un technicien, avec mission de vérifier la minute et de la traduire (Prés. Trib. civ. Seine, 17 janvier 1846, S. 46.4.373). Il en serait de même si une pièce déposée pour minute était

écrite en une langue étrangère (Paris, 2 novembre 1934, J. N. 1935, 38406).

§ 2. — *Des autres dépôts d'archives prévus par la loi
du 25 ventôse an XI.*

9. — L'article 60 de la loi du 25 ventôse an XI maintenait à la garde de leurs possesseurs les dépôts de minutes qui existaient déjà au moment de la mise en application de cette loi. Si le dépositaire de ces minutes est un greffier, il délivre lui-même les expéditions. Si le dépositaire n'est pas un greffier, les expéditions sont délivrées par un notaire. Il existe, en effet, des dépôts d'anciennes archives notariales dans des chambres de notaires, dans des greffes de cours ou de tribunaux d'instance. Il en existait même déjà, avant la loi du 14 mars 1928 dont nous allons parler, dans certaines archives départementales, voire communales.

§ 3. — *Du dépôt des archives notariales
aux Archives nationales ou départementales*
(Loi du 14 mars 1928).

10. — Le chancelier d'Aguesseau avait rédigé, en 1731, un projet d'édit relatif à la conservation des minutes de notaires ; il consistait en la création d'office de conseiller greffier conservateur des minutes de notaire. Le 8 juin 1738, il adressa une circulaire aux procureurs généraux et aux intendants pour s'éclairer par une enquête ; mais les résul-

tats de cette enquête furent défavorables à la mesure projetée.

A la suite d'une intervention du ministre de l'Intérieur, le Garde des Sceaux adressait, le 12 avril 1864, une circulaire aux procureurs généraux pour leur demander une enquête sur l'éventualité du dépôt des anciennes minutes de notaires aux archives départementales. Cette fois-là encore, l'enquête fut défavorable.

Il y eut ensuite diverses propositions de lois en ce sens (1893, M. de Benoit ; 21 mai 1901, MM. Edouard Millaud et Déandreis, sénateurs ; 25 juin 1901, M. Gabiat, député). Le 29 juin 1905 le Sénat avait adopté la proposition de MM. Millaud et Déandreis.

11. — Un projet de loi fut déposé le 23 décembre 1924 ; il aboutit à une loi promulguée le 14 mars 1928, ayant pour titre : « Loi relative au dépôt facultatif dans les archives nationales et départementales des actes de plus de cent-vingt-cinq ans de date, conservés dans les études de notaires. »

Ce n'est qu'une simple faculté pour les notaires, et pour les chambres de notaires, dans le cas où elles détiendraient des minutes anciennes, d'opérer le dépôt prévu par cette loi.

Ce dépôt ne peut s'appliquer qu'aux archives ayant plus de 125 ans de date ; mais il peut comprendre non seulement des minutes, mais encore les « documents de toute nature » ayant l'ancienneté prescrite.

Ces dépôts sont opérés soit aux Archives nationales, soit

aux Archives départementales. Il y a lieu d'obtenir préalablement l'autorisation administrative.

La loi a réservé le droit de délivrance des expéditions ou extraits des archives déposées au notaire qui a opéré le dépôt ou son successeur.

Cette loi du 14 mars 1928 contient, en outre, des dispositions destinées à faciliter la communication de ces archives déposées, dans l'intérêt des recherches historiques. Nous verrons plus loin cette question (*infra*, N^{os} 68 et s.).

Le minutier central des notaires de Paris a été inauguré le 28 mai 1932. Il est situé en l'Hôtel de Rohan, rue Vieille-du-Temple, n^o 87.

TITRE I

Des communications dans un intérêt particulier

12. — Avant d'aborder les différents cas où il y a communication d'archives notariales dans un intérêt particulier, il importe, auparavant, de présenter quelques observations.

L'une d'elles se rapporte d'abord à la nature juridique de ces communications dans un intérêt particulier. Les choses semblent pouvoir se présenter ainsi. Lorsqu'une personne, dans un intérêt privé, a droit à la communication d'un acte notarié, elle se présente comme créancière de ce droit. Le notaire détenteur de la minute se trouve légalement débiteur de cette obligation qui consiste à accorder la communication due. C'est une obligation de faire ; il doit l'exécution en nature, *in specie*. Les tribunaux — et ils l'ont fait — useront, au besoin, de la mesure comminatoire des astreintes.

Un point doit être également retenu relativement à l'étendue des communications. Lorsqu'il ne s'agit que d'intérêts particuliers, seules les communications partielles sont permises ; les communications générales qui pourraient avoir pour objet les documents afférents à une partie ou à la totalité de l'exercice d'un notaire sont interdites. D'ailleurs ces

communications dans un intérêt particulier ne s'appliquent d'ordinaire qu'aux actes proprement dits et non aux autres documents détenus par les notaires.

Enfin, il y a lieu d'observer que quand une personne a droit à la communication d'un document, elle peut exercer cette communication, soit par elle-même, soit par mandataire.

Nous examinerons d'abord les différents cas de communications qui peuvent se présenter en dehors de tout litige. Puis, nous examinerons les cas de communications d'archives notariales qui peuvent se présenter au cours d'un procès civil.

CHAPITRE PREMIER

De la communication aux personnes intéressées en nom direct, héritiers ou ayants droit.

13. — L'article 177 de l'ordonnance de Villers-Cotterets d'août 1539 disposait : « Défense à tous notaires et tabelions de ne montrer ni communiquer leurs registres, livres et protocoles, fors aux contractants, leurs héritiers ou successeurs, ou à d'autres auxquels le droit des dits contrats appartiendrait notoirement, ou qu'il soit ordonné par justice. »

L'article 23 de la loi du 25 ventôse an XI édicte le principe — toujours en vigueur — qui domine cette matière des communications d'archives notariales : « Les notaires ne pourront également, sans l'ordonnance du président du tribunal de première instance, délivrer expédition ni donner connaissance des actes à d'autres qu'aux personnes intéressées en nom direct, héritiers ou ayants droit, à peine de dommages-intérêts, d'une amende de 100 fr. (réduite à 20 fr.) et d'être, en cas de récidive, suspendus de leurs fonctions pendant trois mois, sauf néanmoins l'exécution des lois et règlements sur le droit d'enregistrement, et de celles relatives aux actes qui doivent être publiés dans les tribunaux. »

Considérons la communication aux personnes intéressées

en nom direct, héritiers ou ayants droit. Nous traiterons relativement à ce cas de communication, en autant de sections, des personnes qui en bénéficient, des modes de cette communication, de son étendue, des exceptions qui peuvent l'atteindre, et de ses conditions d'exercice.

SECTION I.

DES PERSONNES RENTRANT DANS CES MOTS : « DES PERSONNES INTÉRESSÉES EN NOM DIRECT, HÉRITIERS OU AYANTS DROIT. »

§ 1. — *Des personnes intéressées en nom direct.*

14. — La première rédaction de la loi de ventôse ne portait que ces mots : « personnes intéressées. » Le Tribunat fit préciser qu'en ajoutant les mots : « en nom direct » la rédaction serait plus précise et l'exception serait renfermée dans les justes limites qui séparent le droit de l'abus.

Il faut d'abord évidemment comprendre dans les personnes intéressées en nom direct les *parties* à l'acte. Mais il importe de noter que toute personne ayant comparu à un acte notarié n'y est pas nécessairement partie intéressée en nom direct. Ainsi un père avait comparu au contrat de mariage de sa fille, mais nullement comme partie intéressée en nom direct. La Cour de Montpellier lui a refusé le droit d'obtenir une expédition de ce contrat de mariage. « Attendu que B..., dit l'arrêt, a comparu au contrat de mariage de sa fille, mais nullement comme intéressé en nom direct ; qu'il ne justifie ni de la qualité d'héritier, ni

de celle d'ayant droit de l'une des parties intéressées audit contrat ; — que, par suite, il lui appartenait de se pourvoir dans les termes de l'art. 23 de la loi du 25 ventôse an XI et d'obtenir une ordonnance du président du tribunal, etc. » (Montpellier, 17 janvier 1935, J. N. 1935, N° 38389). *A fortiori*, un témoin instrumentaire ou certificateur ne saurait exiger expédition d'un acte où il n'aurait été que témoin. Il semble qu'il en serait de même des personnes qui viennent attester par acte notarié que tels ou tels faits sont, à leur connaissance, de notoriété publique ; elles ne sont pas à cet acte de notoriété parties intéressées en nom direct.

Au cas où une partie se serait fait représenter par mandataire, le mandant étant partie à l'acte, y est personne intéressée en nom direct. Il en est de même dans le cas de représentation légale ; le mineur devenu majeur a qualité pour prendre communication des actes passés par son tuteur. Quant au mandataire, il est aussi personne intéressée en nom direct ; il aura droit à la communication, soit parce qu'il est chargé d'assurer l'exécution de l'acte, soit pour qu'il puisse rendre compte de son mandat, soit pour qu'il puisse montrer qu'il n'a pas excédé ses pouvoirs.

Mais en dehors des parties à l'acte, d'autres personnes non parties, même par mandataire, peuvent-elles rentrer dans la catégorie des intéressés en nom direct ? Il y a d'abord lieu de remarquer une divergence de terminologie entre deux textes : l'art. 23 de la loi de ventôse parle de « *personnes* intéressées en nom direct » ; au contraire, l'art. 839 C. proc.

civ., relatif aux voies à prendre pour avoir expédition d'un acte, parle de « *parties* intéressées en nom direct. » Ce second texte est moins large que le premier ; il semble cependant que c'est à la loi de ventôse qu'il faille s'en rapporter. En effet, par exemple, les légataires ne sont pas parties au testament qu'avait fait le *de cujus* pour les instituer ; ils sont bien cependant, après le décès, intéressés en nom direct à ce testament ; ils doivent avoir droit à en prendre communication. Nous considérerons donc comme personnes intéressées en nom direct à un acte, les personnes au profit desquelles a été insérée une disposition avec intention de leur procurer un avantage ou de leur reconnaître un droit. Ainsi un débiteur au profit duquel une quittance a été consentie, bien que n'ayant pas comparu à l'acte, pourra en obtenir expédition.

Il faut aussi étudier le cas de la délégation ; nous nous plaçons au point de vue du délégataire. Si la délégation a été acceptée par le délégataire, il est partie à l'acte et aucune difficulté ne se présente. Mais, au contraire, si une délégation a été consentie dans un acte notarié, auquel le délégataire n'est pas intervenu, celui-ci pourra-t-il prendre communication de cet acte ? Il semble qu'en s'inspirant des principes de la théorie extensive actuelle de la stipulation pour autrui, on pourrait accorder ce droit au délégataire. La question s'était posée devant la Cour de Toulouse, le 12 mars 1838 (J. N. 1838, N° 10062). On a refusé au délégataire la délivrance d'une grosse de l'acte de délégation im-

parfaite auquel il n'était pas partie. Mais il s'agit là d'un arrêt d'espèce dont il ne semble pas qu'il faille tenir grand compte ; en effet, la délégation avait été révoquée par le déléguant.

La délimitation des personnes intéressées en nom direct peut parfois être délicate ; tel était le cas dans une espèce qui s'était présentée en matière d'inventaire. Un sieur Goron était mort sans héritiers à réserve ; par testament public, il avait exhéredé sa sœur, veuve Pantin, et institué un légataire universel. La veuve Pantin demanda expédition de l'inventaire dressé après le décès de son frère et auquel elle n'avait pas comparu. La Cour de Rennes lui donna satisfaction (10 avril 1894, *Rev. not.*, 1896, N° 9632) ; un pourvoi formé fut rejeté (Req. rej., 22 juillet 1896, S. 96.1.513 ; D. 97.2.580). « Attendu, dit la Chambre des requêtes, que si l'héritier exhéredé perd, par l'effet de la clause du testament qui l'écarte de la succession, tout l'émolument que la loi l'appelait à recueillir dans cette succession, il conserve néanmoins, tant qu'il n'a pas renoncé, le titre que la loi lui confère, et avec lui les droits inhérents à ce titre, notamment celui d'obtenir l'expédition de l'inventaire de la succession. » Il y a lieu d'observer que cette décision est unique.

Quant aux personnes au profit desquelles un acte constate un droit simplement éventuel, elles n'ont pas droit à obtenir communication de l'acte. Personne, sauf le testateur ou son mandataire exprès, ne peut obtenir communication du tes-

tament d'une personne vivante, qui, étant un acte révocable, ne peut contenir que des dispositions éventuelles.

§ 2. — *Des héritiers.*

15. — Les héritiers d'une personne intéressée en nom direct à un acte ont le droit que possédait leur auteur d'en prendre communication. Il est admis que l'on doit entendre sous le mot « héritiers » non seulement les héritiers *ab intestat*, mais aussi les légataires. D'ailleurs les légataires rentreraient toujours dans la catégorie des ayants droit dont il sera question au n° 16.

Ainsi, un héritier en ligne directe des époux de Jouffroy d'Abbans demandait l'expédition intégrale du contrat de mariage desdits époux. Le Tribunal civil de Gray fit droit à cette demande (30 décembre 1896, *Rev. not.*, 1897, N° 7781). « Attendu, dit le tribunal, qu'il est manifeste que le Mis et la Mise de Jouffroy d'Abbans auraient eu, de leur vivant, un intérêt à se faire remettre une expédition intégrale de l'acte dont il s'agit ; qu'ils auraient également eu le droit de l'exiger du notaire ; que ce droit a été transmis à leurs héritiers en ligne directe ; qu'il suit de là que le notaire G..., en refusant de délivrer aux demandeurs la copie intégrale du contrat des époux de Jouffroy sous prétexte que la partie de cet acte, concernant les apports de la demoiselle du Breuil, était sans intérêt pour les réclamants, a méconnu l'obligation à lui imposée. »

Ces principes trouvent en particulier leur application au cas de l'héritier exhéredé pour ce qui concerne le testament qui lui a enlevé son titre d'héritier ; il a droit d'en prendre communication. Si l'héritier renonce à la succession, il perd son droit à prendre communication des actes concernant le *de cujus*.

Ici se place une question : une personne meurt sans héritiers à réserve laissant un testament. Est-ce qu'un de ses parents non appelé à la succession ni par le testament, ni par son degré de parenté a droit à la communication du testament ? Ce droit a été refusé (Paris, 29 avril 1864, D. 64.5.253 ; Trib. civ. Saint-Etienne, 10 février 1885, *Rev. not.*, 1885, N° 7120). En effet, là où il n'y a pas d'intérêt, il n'y a pas d'action. Celui qui se verrait opposer cette fin de non valoir à une demande en nullité de testament — puisqu'au cas où le testament serait annulé il n'appréhenderait pas l'héritage — ne saurait avoir communication de ce testament.

§ 3. — *Des ayants droit.*

16. — Les mots : « ayants droit » s'appliquent à ceux qui ont un droit spécial sur la chose qui fait l'objet de l'acte, comme les donataires et les acquéreurs à titre particulier, onéreux ou gratuit de cette chose.

Une personne a droit à prendre communication d'un acte ; son créancier peut-il puiser dans l'action oblique de l'art. 1166 C. civ. le droit de prendre communication de cet

acte relatif à son débiteur ? La Cour de Bruxelles — qui en l'espèce avait à dire le droit sur un texte identique au nôtre — a refusé, le 16 novembre 1863 (*Rev. not.*, 1864, N° 1002) à un créancier le droit de se faire délivrer une expédition d'un acte où son débiteur était partie. « Le mot ayants droit, dit la Cour, ne devant s'appliquer qu'à ceux ayant un droit spécial à la chose qui fait l'objet de l'acte, tels que les légataires universels ou à titre universel, les donataires et les acquéreurs à titre particulier, onéreux ou gratuit de ladite chose ; ... attendu qu'ainsi s'évanouit tout argument en faveur de l'action tirée de l'art. 1166 C. civ., puisque la partie intéressée est exclue du droit réclamé attaché à la personne de son débiteur. » Cette solution semble bonne ; en effet, le créancier a un moyen à sa disposition ; il pourra obtenir la communication en sollicitant l'ordonnance du président du tribunal, prévue par l'art. 23 de la loi de ventôse ; il sera ainsi obligé de justifier de son intérêt à ce magistrat (*infra*, N°s 32 et s.).

On pourrait résumer les explications qui précèdent par cette formule : Ont droit à la communication des actes notariés les personnes pour lesquelles ou contre lesquelles ces actes font titre, ou, autrement dit, les personnes au profit ou à la charge desquelles il est né des droits ou des obligations (Voir article de M. Th. Tissier, *Rev. not.*, 1896, N° 9552, p. 243).

SECTION II

DE LA COMMUNICATION AUX PERSONNES INTÉRESSÉES
 EN NOM DIRECT, HÉRITIERS OU AYANTS DROIT (*suite*).
 DES MODES DE CETTE COMMUNICATION.

§ 1. — *De la délivrance des grosses et expéditions.*

17. — Si l'on se plaçait au point de vue de la preuve, en étudiant dans quelle mesure les copies de titres font foi, il faudrait faire les distinctions établies par les art. 1334 et s. C. civ.

Que si, au contraire, on se place au point de vue de l'exercice des voies d'exécution, il y a lieu de distinguer — et c'est la distinction que nous retiendrons — entre les expéditions et extraits d'une part et les grosses d'autre part, ces dernières seules ayant force exécutoire.

N° 1. — *Des expéditions et extraits.*

L'expédition est une copie certifiée conforme de l'acte, délivrée par le notaire détenteur de la minute. L'expédition peut n'être que partielle ; elle prend alors le nom d'*extrait* ; nous étudierons cette question des extraits à propos de l'étendue de la communication (*infra*, N°s 22 et s.). Le nombre d'expéditions qui peuvent être délivrées aux différentes parties y ayant droit n'est pas limité. La délivrance d'une expédition est le mode de communication normal d'un acte notarié.

N° 2. — *Des grosses.*

18. — La grosse ne diffère de l'expédition que parce qu'elle est munie de la formule exécutoire. Le style de cette formule exécutoire est fixé par un décret du 2 septembre 1871 (art. 2). En vertu de l'art. 19 de la loi du 25 ventôse an XI et de l'art. 547 C. proc. civ., les grosses des actes notariés sont exécutoires dans toute la France. Signalons à ce propos une simplification due à une loi du 20 décembre 1933 ; cette loi, modifiant l'art. 28 de la loi de ventôse, a disposé que les actes notariés n'auront désormais plus besoin d'être légalisés, tant qu'il n'y aura pas lieu de les produire devant les autorités étrangères. La délivrance des grosses est strictement réglementée par l'art. 26 de la loi de ventôse et par les art. 844 et 845 C. proc. civ. Il y a lieu de distinguer entre les *premières grosses* et les *secondes grosses*.

I. — Les *premières grosses* sont délivrées en principe sans procédure, sur la simple réquisition des ayants droit. Le notaire est seulement tenu d'apposer sur la minute une mention indiquant cette délivrance.

Quels sont les *actes susceptibles d'être délivrés en forme de grosse* ? Il est généralement admis dans la pratique notariale que trois conditions sont nécessaires pour qu'un acte soit susceptible d'être expédié en forme de grosse :

1° *Il faut qu'il s'agisse d'un acte reçu en minute.* On sait qu'en général les actes notariés sont reçus en minute, mais que certains actes simples peuvent cependant n'être reçus

qu'en brevet. La lettre du texte des art. 21 et 26 de la loi de ventôse ne concerne que le cas de délivrance de grosses d'actes en minutes.

Un notaire ne pourrait délivrer une grosse sur acte reçu en brevet que l'on se bornerait à lui représenter. La question s'est posée, et elle a donné lieu à des litiges, de savoir si le créancier pourrait rapporter pour minute le brevet chez un notaire et s'en faire délivrer une grosse. La jurisprudence a admis que cette manière de faire sera régulière -- et que, par suite, les procédures suivies en vertu de la grosse délivrée seront valables — dans deux cas : ou bien, si ce rapport du brevet est opéré par le créancier et le débiteur d'accord, ou bien s'il est opéré par le créancier seul, mais à la condition qu'il ait été prévu au contrat que le créancier pourrait agir ainsi.

2° *Il faut qu'il s'agisse d'un acte contenant une obligation.* Ainsi, un notaire avait été commis judiciairement pour procéder à l'état liquidatif de deux successions ; il dressa ensuite un acte d'approbation de ce travail par les parties, qui étaient majeures et maîtresses de leurs droits. L'état contenait en particulier attribution de deux créances à des époux Le Blond. Ces derniers demandèrent des extraits en forme de grosses. Le tribunal fit droit à cette demande (Trib. civ. Seine, 22 janvier 1904, N° 11879).

3° *Il faut qu'il s'agisse de dettes certaines et liquides.* En effet, l'une des conditions nécessaires à l'exercice des voies

d'exécution est qu'il s'agisse de dettes certaines et liquides (2213 C. civ., 551 C. proc. civ.).

Quelles sont les *personnes qui ont droit à la délivrance des grosses* ? L'art. 26 de la loi de ventôse concerne « la délivrance d'une première grosse à chacune des parties intéressées. » Toute personne ayant une créance présentant les caractères ci-dessus mentionnés a droit à une grosse ; bien entendu, celle-ci ne sera exécutoire qu'au prorata des droits de la partie qui la détient. Ainsi, un acte peut nécessiter la délivrance de plusieurs premières grosses. Tel était le cas d'une espèce qui s'était présentée devant la Cour de Besançon, le 13 août 1864 (*Rev. not.*, 1684, N° 1018). Un notaire avait reçu un acte de licitation d'immeubles appartenant à la famille Galmich. Il délivra une grosse à la dame veuve Galmich. L'un des enfants demanda également une grosse ; le notaire s'y étant refusé, il assigna le notaire sans d'ailleurs observer les formalités spéciales à la procédure de demande de délivrance de seconde grosse. Le Tribunal, puis la Cour, condamnèrent le notaire, qui, aux termes de l'art. 26 de la loi de ventôse, devait la délivrance d'une grosse à chacune des parties intéressées.

D'ailleurs le notaire ne doit délivrer une grosse qu'à bon escient. Ainsi une personne se disant cessionnaire d'une créance requérait du notaire la délivrance d'une première grosse ; comme elle ne représentait qu'un acte sous seings privés de cession dont la régularité était suspecte, le notaire refusa la grosse. Le Tribunal de Redon (19 décembre 1832,

J. N. 1834, N° 8561) dit que « la loi impose aux notaires une responsabilité et une réserve toutes spéciales lorsqu'il s'agit de délivrer expédition ou grosse, et même de donner connaissance des actes dont ils sont dépositaires ; — que le notaire pouvait examiner si l'acte de cession, tel qu'on le lui présentait, suffisait à sa garantie particulière ; que, sous ce rapport, il était véritablement le juge, et que les sûretés convenables ne lui étant pas données ni offertes, il devait refuser les grosses. »

II. — Une grosse ne doit, en principe, être délivrée qu'une fois. Il a fallu néanmoins prévoir le cas où la délivrance de *secondes grosses* serait nécessaire. Il y a lieu, dans cette hypothèse, de suivre la procédure édictée par l'art. 26 de la loi de ventôse et par les art. 844 et 845 C. proc. civ. Le requérant doit présenter requête, aux fins d'ordonnance, au président du tribunal. L'ordonnance obtenue, sommation est faite au notaire pour faire la délivrance, et aux parties intéressées pour y être présentes. L'ordonnance doit être annexée à la minute, et mention de l'ordonnance doit être apposée au bas de la seconde grosse, ainsi que de la somme pour laquelle on pourra exécuter, si la créance est acquittée ou cédée en partie. En cas de difficultés, on va en référé.

L'inobservation des formes voulues par l'art 844 C. proc. civ. entraînerait la nullité de la seconde grosse délivrée, et par voie de conséquence, des commandements ou voies d'exécution pratiqués en vertu de ce titre nul (Bordeaux, 24 août 1855, J. N. 1855, N° 15654). Il en serait ainsi en particulier,

soit si l'on omettait de faire les sommations prescrites par l'art. 844 (Rennes, 8 décembre 1824, S. 25.2.384), soit si le débiteur recevait la sommation manifestement trop tard, comme dans une espèce où il avait reçu sommation le lendemain du jour qui y était indiqué pour être présent à la délivrance (Trib. civ. Lyon, 13 juillet 1894, *Rev. not.*, 1894, N° 9254).

La délivrance de secondes grosses peut se présenter dans deux cas ; ou bien il s'agit de délivrer la seconde grosse d'un acte déjà grossoyé une première fois, ou bien il s'agit de délivrer une ampliation sur une grosse déposée.

La première grosse d'un acte a pu être égarée ou détruite par cas fortuit ou force majeure ; elle peut se trouver, par suite d'une erreur, entre les mains du débiteur qui refuse de s'en dessaisir, cette détention par le débiteur constituant d'ailleurs à son bénéfice une présomption *juris tantum* de libération (art. 1283 C. civ.). Dans ces cas-là il y a lieu à délivrance de seconde grosse. Néanmoins, il ne serait pas nécessaire de suivre cette procédure si une soi-disant première grosse délivrée avait été déclarée nulle par une décision ayant l'autorité de la chose jugée (Rej. 24 mars 1835, D. 35.1.254).

Des difficultés se sont présentées à propos de grosses qui avaient été stipulées transmissibles au porteur. Les époux Sabarot avaient contracté une obligation envers Mathavon, dont la grosse était transmissible au porteur par voie d'endossement. Un sieur Vincent étant aux droits de Mathavon

et n'ayant pas la grosse en mains, demanda, selon la procédure des art. 844 et 845 C. proc. civ., la délivrance d'une seconde grosse. La Cour de Riom estima que la demande avait pour objet le rétablissement d'un titre et non la délivrance d'une seconde grosse d'une minute d'acte, et qu'il fallait agir en vertu de l'art. 1348, 4°, C. civ. La Chambre civile rejeta, le 10 juin 1918, le pourvoi formé contre cet arrêt (S. 1920.1.218 ; J. N. 1919, N° 32359). Le sieur Vincent intenta alors sa demande en rétablissement de titre. Un arrêt de la Cour de Riom, du 28 février 1921, accorda la délivrance d'une nouvelle grosse ; et la Chambre des requêtes décida, le 16 avril 1923, que la Cour d'appel avait pu « décider que Vincent autorisé par un commencement de preuve par écrit à faire sa preuve par des présomptions, l'avait rapportée » (J. N. 1923, N° 33532).

Une autre affaire vint devant le Tribunal des Alpes-Maritimes, le 12 juin 1929 (J. N. 1930, N° 36092). Une grosse au porteur avait été volée à un sieur Lew ; celui-ci demandait le rétablissement de son titre. Le tribunal déclara la demande mal fondée « attendu, dit-il, que la délivrance ne peut être autorisée que si le créancier justifie de la perte de son titre, conformément à l'art. 1348, par. 4, C. civ., c'est-à-dire par cas fortuit ou événement de force majeure ; — Attendu que le vol, invoqué par Lew à l'appui de sa demande, ne constitue pas un cas de force majeure au sens de la loi et qu'au surplus la preuve n'en est pas administrée comme le veut l'art. 1348, qui vise non la délivrance

d'une deuxième grosse mais le rétablissement d'un titre. »

Le deuxième cas où il y a lieu à délivrance de seconde grosse, est relatif aux *ampliations*. Ici le mot « ampliation » a un sens différent de celui où on l'emploie généralement pour désigner la copie d'un acte du pouvoir exécutif ou des autorités administratives. On sait qu'il est possible de déposer pour minute un acte à un notaire. En particulier, on peut lui déposer une grosse (d'un jugement, ou d'un acte). Il ne pourra sur ce dépôt que délivrer les expéditions. Pour la délivrance des grosses, dites alors ampliations, la procédure de l'art. 844 C. proc. civ. est nécessaire. Ainsi, un abbé C... avait fait la cession de 57.000 fr. à prendre sur une créance de 137.000 fr. qui existait à son profit. L'abbé C... et le notaire furent assignés par le cessionnaire en remise de grosse. La Cour de Pau (18 mai 1905, D. 1905.2.316) déclara « que l'abbé C... peut exécuter son obligation envers le cessionnaire et conserver la grosse de l'obligation ; qu'il lui suffit de poursuivre lui-même la délivrance d'une grosse ampliative pour la somme de 57.000 fr. et de la remettre au cessionnaire. »

§ 2. — *De la communication oculaire.*

19. — La délivrance d'une expédition peut ne pas satisfaire pleinement les intérêts d'une partie, qui peut demander de se faire représenter l'original même d'une minute. Il est admis que les notaires peuvent donner aux personnes

y ayant droit communication oculaire ou visuelle d'un acte. Il existe plusieurs décisions en ce sens. La Cour de Paris, dans un arrêt ancien (22 juillet 1909, *Journal du Barreau*, 1910, tome I, p. 146) avait dit « qu'il ne suffit pas aux notaires de délivrer des expéditions aux parties ou à leurs ayants droit, et qu'ils sont obligés de leur représenter la minute, sur leur réquisition, pour qu'ils puissent ainsi qu'ils y ont droit et intérêt en constater l'état. » Ainsi la Cour de Paris, en appel d'une ordonnance de référé, a, dans un arrêt du 2 novembre 1934 (J. N. 1935, N° 35406), inséré au dispositif que de Paustchine « pourra, assisté au besoin de ses conseils, prendre communication du testament, en l'étude de Fernand, notaire, chaque fois qu'il le jugera à propos. » Peut-être ces derniers mots sont-ils un peu trop larges ; ils laissent croire que la Cour a prononcé par voie de disposition générale, contrairement à l'art. 5 C. civ.

Les notaires doivent veiller lors de ces communications oculaires à ne pas se dessaisir des minutes, ce qui leur est interdit par l'art. 22 de la loi de ventôse ; ils doivent veiller, en outre, à ce qu'aucune addition, cancellation, lacération ne soient pratiquées sur les minutes. S'ils ont quelque crainte que le requérant ne profitât du moment où les minutes lui seraient représentées pour pratiquer quelque détérioration ou enlèvement, les notaires sont fondés à prendre des précautions. Ainsi la Cour de Pau a décidé le 12 février 1833 (J. N. 1833, N° 8100) que si le notaire ne

peut refuser la communication oculaire à une personne qui y a droit, il est fondé à prendre des précautions, et d'offrir que la communication soit faite devant le président du tribunal, par analogie avec les dispositions relatives au compulsoire, de l'art. 852 C. proc. civ. Cet arrêt, bien qu'unique, nous semble mériter d'être suivi.

§ 3. — *De la prise de photographie.*

20. — Une personne ayant droit à la communication d'un acte peut-elle être autorisée à en faire prendre photographie ? Les tribunaux admettent volontiers qu'au cours d'un litige relatif à un acte, il en soit pris photographie (*infra*, N° 47). Mais, en dehors de toute instance, la jurisprudence refuse aux personnes ayant droit à la communication d'un acte, la faculté d'en faire prendre des photographies (Bordeaux, 7 janvier 1869, S. 69.2.230, *Rev. not.* 1869, N° 2568 ; 1870, N° 2732 ; Trib. civ. Yvetot, 16 janvier 1891, *Rev.* 1891, N° 8464 ; Paris, 2 novembre 1934, J. N. 1935, N° 38406). Néanmoins, un arrêt de la Cour de Bordeaux, du 7 janvier 1869, indique que cette règle recevrait exception si toutes les parties intéressées consentaient expressément à la prise de photographie.

Sur quels motifs est fondée cette jurisprudence ? La Cour de Bordeaux avait affirmé (7 janvier 1869) « que les notaires sont constitués gardiens et responsables des minutes des actes reçus par eux ou dont ils ont été rendus dépositaires ;

qu'il est certainement de leur devoir d'en donner communication aux personnes intéressées lorsqu'elles le requièrent, comme aussi de leur en délivrer des grosses, expéditions ou extraits auxquels ils donnent, par leur signature, le caractère de l'authenticité ; mais qu'ils ne peuvent ni s'en dessaisir, si ce n'est dans les circonstances et avec les précautions que la loi a pris soin de régler, ni être contraints d'en laisser prendre soit par l'une des parties, soit par des tiers, des copies dont ils ne certifient pas l'exactitude par leur signature ; qu'encore moins peuvent-ils l'être de se dessaisir de minutes pour qu'elles soient soumises à un tiers, même dans leurs études et en leur présence, à une opération photographique dans le but d'en obtenir une reproduction plus ou moins exacte ; que ce mode d'opérer qui n'est pas sans danger pour la minute, n'est en effet autorisé par aucune loi ; qu'il est, en outre, évidemment contraire aux règles du notariat, consignées dans la loi du 25 ventôse an XI. Le Tribunal d'Yvetot (16 janvier 1891) estimait « que le notaire n'a fait que se conformer aux règles les plus élémentaires de réserve et de prudence professionnelles en refusant, par crainte d'une altération même involontaire à l'expert non commis par justice, de vérifier, de calquer, de photographier ou autrement déterminer une minute confiée à sa garde. » La Cour de Paris (2 novembre 1934) s'est bornée à déclarer « Qu'il n'apparaît pas des circonstances de la cause que cette mesure, à laquelle l'appelante voit des inconvénients, soit nécessaire à de

Paustchine pour préparer l'action en nullité du testament qu'il se propose d'intenter. » C'est sans doute à cause de l'imminence de cette action que la Cour, au lieu de déclarer la demande irrecevable, prend soin de la déclarer non nécessaire ; en effet, quand un procès est en cours, la prise de photographie est en principe admise.

Il semble rigoureux d'attendre l'ouverture d'une instance pour permettre à un intéressé d'avoir en mains une photographie de la minute. M. Labbé dans une note (Caen, 29 juillet 1879, S. 80.2.65) doutait que ce système donnât pleine satisfaction à l'intérêt des parties. Celles-ci, en possession d'une photographie, pourraient d'avance prévoir quelle détermination elles auraient à prendre, soit pour intenter une action, soit pour y défendre.

§ 4. — *De la remise de la pièce elle-même.*

21. — Les actes notariés sont reçus en principe en minute. Néanmoins certains actes simples peuvent être reçus en brevet (L. 25 ventôse an XI, art. 20). Lorsque l'acte est reçu en brevet, l'original même est remis à la partie intéressée. Si l'acte de suscription d'un testament mystique était dressé en brevet, ce testament pourrait donc être remis au testateur.

Que si au contraire l'acte est reçu en minute, le notaire ne peut s'en dessaisir, si ce n'est dans un cas prévu par la loi et en vertu d'un jugement. Dans ce cas le notaire doit

aux termes de l'art. 22 de la loi de ventôse, avant de s'en dessaisir, en dresser « une copie figurée, qui, après avoir été certifiée par le président et le procureur de la République près le tribunal civil de sa résidence, sera substituée à la minute, dont elle tiendra lieu jusqu'à sa réintégration. »

Cette règle du non dessaisissement des minutes est générale et ne saurait souffrir d'autre exception, même dans le cas d'actes révocables, comme les testaments authentiques ou les donations entre époux, que les testateurs ou donateurs pourraient parfois être tentés de venir retirer des mains de leur notaire.

Nous verrons plus loin les différentes hypothèses dans lesquelles, au cours d'une procédure civile (*infra*, N^{os} 37 et s.), ou d'une procédure pénale (*infra*, N^{os} 58 et s.) il peut y avoir dessaisissements de minutes. Cependant il peut se présenter deux cas, où, en dehors de tout litige, un notaire peut être amené à se dessaisir d'une minute.

Le premier cas concerne les testaments olographes. On sait qu'en vertu de l'art. 1007 C. civ., tout testament olographe doit, avant d'être mis à exécution, être présenté au président du tribunal qui en ordonne le dépôt en l'étude d'un notaire. Or s'il est fait appel de l'ordonnance, la Cour, en réformant, peut commettre pour le dépôt un autre notaire que celui qu'avait désigné le président du tribunal. Si le dépôt a déjà été effectué en l'étude du premier notaire, celui-ci devra se dessaisir de la minute au profit du notaire désigné par la Cour. Une espèce de ce genre s'est présentée

devant la Cour de Nancy, le 6 juin 1934 (*Gaz. Pal.* 5 octobre 1934). La Cour au dispositif de l'arrêt a prévu les détails de manutention.

Le deuxième cas, où il peut y avoir en dehors de tout procès dessaisissement de minute se réalise en une matière touchant au droit international privé. Une loi étrangère ou une convention diplomatique peuvent en effet subordonner l'exécution, en pays étranger, d'un testament déposé en France, à la représentation de l'original à une autorité étrangère. Ainsi, un sieur Feuillerat était décédé à Toulouse laissant un testament olographe qui fut déposé chez un notaire. Mais certains éléments de sa succession se trouvant à Guernesey, et les lois en vigueur à Guernesey exigeant la représentation de l'original du testament pour le dépôt en être fait au greffe de la Cour ecclésiastique de Guernesey, le Tribunal de Toulouse prescrivit au notaire de se dessaisir de la minute (Trib. civ. Toulouse, 31 décembre 1902, *Rev. Not.* 1903, N° 11296). Les tribunaux ordonnèrent semblable dessaisissement (Trib. civ. Seine, 27 octobre 1905, *Rev. Not.* 1907, N° 12928 ; Aix, 3 novembre 1910, *J. N.* 1911, N° 29971), dans les cas de décès de ressortissants russes en France, car une convention franco-russe du 1^{er} avril 1874, rendue exécutoire en France par une loi du 27 juin 1874, prescrivait la délivrance du testament à l'autorité consulaire russe.

SECTION III. — DE LA COMMUNICATION AUX PERSONNES
INTÉRESSÉES EN NOM DIRECT, HÉRITIERS OU AYANTS DROIT (*suite*).

DE L'ÉTENDUE DE CETTE COMMUNICATION.

22. — Quand il s'agit d'intérêts privés, les communications des archives notariales ne sont jamais générales ; elles sont spéciales, leur étendue doit être limitée à l'intérêt de la personne qui obtient communication. Un acte peut contenir des dispositions variées, aussi la pratique notariale a-t-elle prévu, à côté des expéditions intégrales, des extraits *in parte qua*. D'ailleurs en ce qui concerne les partages judiciaires ces extraits sont expressément prévus par l'art. 983 C. proc. civ. aux termes duquel « Soit le greffier, soit le notaire, seront tenus de délivrer tels extraits, en tout ou en partie, du procès-verbal de partage que les parties requerront. »

Une partie ne saurait requérir un extrait dont elle prétendrait arbitrairement fixer le contenu. Le Tribunal de Civray avait décidé à tort le contraire dans un jugement généralement critiqué (Trib. civ. Civray, 11 septembre 1835, J. N. 1835, N° 9061). C'est au notaire chargé par la loi du dépôt des archives d'accorder à la communication demandée l'étendue qu'elle comporte.

23. — Inversement une partie ne saurait se faire donner une communication trop large. La question s'est présentée à propos des légataires particuliers. La jurisprudence a été d'avis qu'ils n'ont droit en principe qu'à la délivrance

d'un extrait *parte in qua* du testament (Civ. rej., 11 février 1868, D. 68.1.180). Cet arrêt porte « que l'art. 23 de la loi du 25 ventôse an XI, et l'art. 839 C. proc. civ., en prescrivant aux notaires de délivrer expédition des actes dont ils sont dépositaires, aux parties intéressées en nom direct, héritiers et ayants droit, n'ont pas ajouté que ces expéditions seraient dans tous les cas une reproduction complète de toutes les dispositions que ces actes pourraient contenir. » Cependant si une expédition plus étendue pouvait être utile au légataire particulier, elle devrait lui être accordée ; il pourrait en être ainsi si le legs particulier était susceptible d'être réduit soit pour une contribution au paiement du passif (1024 C. civ.), soit pour atteinte à la réserve. Dans ces cas-là le notaire se trouve donc être l'appréciateur de l'intérêt du réclamant et de la mesure dans laquelle doit être restreinte l'expédition, sauf évidemment pour l'intéressé à en référer en justice, s'il y échet.

24. — Les règlements administratifs imposent au notaire dépositaire d'un testament contenant une libéralité au profit d'une personne morale de droit public ou d'un établissement reconnu d'utilité publique, d'adresser au représentant de la personne morale gratifiée « la copie intégrale des dispositions faites au profit de ces établissements. » (Décret du 1^{er} février 1896, art. 1^{er}, modifié par le décret du 24 décembre 1904). Mais une circulaire du Ministre de l'Intérieur, du 20 mars 1896, mentionne que les établissements légataires pourraient se faire délivrer une expédition

intégrale du testament, cette production étant sanctionnée, dit la circulaire, « par l'action disciplinaire que la Chancellerie exerce sur les officiers ministériels. » M. Théodore Tissier, dans un article publié à la *Revue du Notariat* (*Rev. Not.* 1896, p. 233, N° 9552) montrait que cette interprétation est erronée et contraire d'ailleurs à l'arrêt précité de la Cour de Cassation (Civ. rej., 11 février 1868, D. 68.1.180).

SECTION IV. — DE LA COMMUNICATION AUX PERSONNES INTÉRESSÉES EN NOM DIRECT, HÉRITIERS OU AYANTS DROIT (*suite*).

DÉS CAS OU IL PEUT Y AVOIR REFUS DE COMMUNICATION.

25. — Un notaire ne saurait, sans engager sa responsabilité, refuser une communication à une personne qui a le droit de la requérir ; les autres parties intéressées à l'acte ne saurait davantage s'y opposer. Ainsi, une demoiselle Manttan et un sieur Gantillon avaient d'abord passé un contrat de mariage, puis, devant le même notaire, un acte de révocation de ce contrat. La demoiselle Manttan demanda des expéditions de ces actes au notaire ; le sieur Gantillon intervint à l'instance pour s'opposer à cette demande. Mais le tribunal (Trib. civ. Seine, 22 août 1877, *Rev. Not.* 1877, N° 5472) ordonna la délivrance des expéditions, « attendu, portait le jugement, que Gantillon, pour justifier son opposition, prétend vainement que la demoiselle Manttan n'a aucun intérêt à la délivrance de ces expéditions, puisque les actes dont s'agit ne peuvent produire aucun effet ;

— Qu'en effet, l'art. 23 de la loi de ventôse est impératif, et qu'une exception ne peut être admise que lorsqu'il s'agit d'un acte imparfait ou frauduleux. »

En effet, le notaire serait en droit de refuser expédition d'un acte imparfait, par exemple d'un acte non revêtu de toutes les signatures. La partie qui veut obtenir expédition d'un acte imparfait ou d'un acte non enregistré doit suivre la procédure spéciale prévue aux art. 841 et s. C. proc. civ. : requête aux fins d'ordonnance présentée au président du tribunal, et en cas de difficultés, référé devant le même magistrat.

26. — Passons au cas d'un acte parfait en apparence, mais susceptible d'être annulé. Avant que la justice ne se soit prononcée, un refus de communication ne paraîtrait pas fondé ; la production de l'expédition ne sera-t-elle pas précisément nécessaire pour la demande en nullité ?

Examinons maintenant le cas de l'acte notarié annulé par une décision ayant acquis l'autorité de la chose jugée. Il y a lieu de distinguer entre les cas d'annulation pour faux et les autres cas d'annulation.

En cas d'annulation pour faux, il semble que le notaire pourrait refuser communication. En effet, l'art. 241 C. proc. civ. envisage le cas où le tribunal, statuant sur l'inscription de faux, aura ordonné la suppression, la lacération ou la radiation des pièces déclarées fausses. Et d'autre part, l'art. 463 C. I. Crim., alinéa 1, dispose : « Lorsque des actes authentiques auront été déclarés faux en tout ou en

partie, la cour ou le tribunal qui aura connu du faux, ordonnera qu'ils soient rétablis, rayés, etc. »

Que si au contraire nous nous trouvons en face d'un acte annulé pour d'autres chefs que le faux, le notaire dépositaire de la minute ne se trouve pas prévenu. Il n'existe pas en effet pour l'annulation des actes notariés de disposition analogue à l'art. 101 C. civ. qui prescrit la transcription et la mention en marge des décisions rectifiant les actes de l'état civil. Néanmoins, la partie contre laquelle l'acte a été annulé au fond ne se trouverait pas avoir d'action, — faute d'intérêt, — pour s'en faire donner communication.

L'espèce suivante s'était présentée : un acquéreur avait été condamné par la chambre des appels correctionnels pour manœuvres frauduleuses employées lors de la vente. Cette vente fut ensuite annulée par le tribunal civil. L'acquéreur demanda néanmoins expédition de cet acte au notaire, qu'il assigna. Il ne fut pas fait droit à cette demande. La Cour de Cassation déclara que l'arrêt avait pu « déclarer non recevable une action en délivrance d'expédition d'un acte frauduleux, et annulé pour les faits qui avaient précédé la vente (Rej., 15 mars 1836, S. 1836.1.946).

27. — Un notaire dépositaire d'un testament mystique ou d'un testament olographe fermé devrait en refuser communication avant la présentation au président du tribunal, prescrite par l'art. 1007 C. civ. Si le testament olographe était ouvert, il serait également en droit, semble-t-il, de

refuser d'en donner connaissance avant la présentation au magistrat.

28. — Le cas le plus fréquent de refus de communication à une personne y ayant droit se présente à propos des frais qui peuvent être dus au notaire. L'art. 851 C. proc. civ. dispose : « Si les frais et déboursés de la minute de l'acte sont dus au dépositaire, il pourra refuser l'expédition tant qu'il ne sera pas payé desdits frais outre ceux d'expédition. » Cet article a fréquemment trouvé son application.

En particulier, la Cour de Paris a décidé que cette disposition s'appliquait même en cas de faillite du client. « Attendu, dit la Cour, que le notaire agit, dans l'espèce, comme dépositaire public, et qu'à ce titre la loi a voulu quant au remboursement de ses déboursés et avances, le placer dans une position exceptionnelle. » (Paris, 23 novembre 1834, S. 1834.2.649).

Dans une autre affaire, une personne héritière et légataire particulier qui ne s'était pas encore prononcée sur son acceptation, demandait expédition du testament du *de cujus*. Le notaire demandait auparavant le paiement des frais de l'expédition, de la minute, de son enregistrement, et les honoraires proportionnels ; la Cour de Bordeaux estima (Bordeaux, 5 mai 1913, J. N. 1913, N° 30753) que l'exigence de l'officier public devrait être tenue pour légitime.

De même, il est admis d'ordinaire que le notaire a un droit de rétention sur les pièces qui lui ont été confiées, soit comme notaire, soit comme mandataire exprès ou

comme gérant d'affaires. Ces règles trouveraient une exception au cas où le notaire aurait laissé prescrire ses créances en recouvrement de frais.

SECTION V. — DE LA COMMUNICATION AUX PERSONNES
INTÉRESSÉES EN NOM DIRECT, HÉRITIERS OU AYANTS DROIT (*suite*).

DE L'EXERCICE DE CETTE COMMUNICATION.

§ 1^{er}. — *De la réquisition.*

29. — Les notaires ne sont tenus, en principe, de prêter leur ministère que lorsqu'ils en sont requis ; cette règle s'applique en particulier aux communications d'actes. En effet, la circulaire du Ministre de la Justice du 26 février 1891, relative aux dispositions de règlements de compagnies de notaires susceptibles d'être approuvées (car ces règlements établis par les assemblées générales doivent être approuvés par la Chancellerie), contient un article 10 ainsi conçu : « Les expéditions, grosses ou extraits, ne doivent être faits que sur la demande des parties. » Dans le même sens, le Tribunal de Chaumont, jugeant sur opposition à une ordonnance de taxe (Trib. civ. Chaumont, 13 novembre 1906, *Rev. Not.* 1907, N° 12946) a refusé à un notaire la taxation des frais d'une expédition non requise. Néanmoins, il y a lieu d'observer, qu'en pratique, cette demande des parties est souvent tacite.

Il existe cependant des cas où le notaire, sans en être spécialement requis, est néanmoins tenu de donner une

communication. Ainsi, l'art. 981 C. proc. civ., modifié par la loi du 2 décembre 1921, dispose que le notaire commis pour un partage judiciaire doit remettre l'expédition du procès-verbal de partage à l'avoué poursuivant. Il existe un autre cas de communication sans réquisition ; c'est lorsqu'un notaire est détenteur d'un testament d'une personne décédée. Nous étudierons ce cas (*infra*, N° 31).

§ 2. — *De la procédure à suivre pour obtenir expédition d'un acte.*

30. — Si un notaire refuse une expédition à une partie intéressée en nom direct, héritier ou ayant droit, celle-ci peut suivre la procédure suivante : avec permission du président du tribunal le notaire est assigné à bref délai, sans préliminaire de conciliation. On suit la procédure sommaire. Le jugement est exécutoire nonobstant opposition ou appel (839 et 840 C. proc. civ.). Parfois les autres intéressés à l'acte interviennent à ces instances.

Cette procédure s'applique en cas de demande d'expédition ou de première grosse, ou encore de communication oculaire.

La demande doit émaner d'une personne rentrant dans la catégorie des personnes intéressées en nom direct, héritiers ou ayants droit. Cette procédure des art. 839 et 840 ne devrait pas être suivie si le demandeur était un tiers n'ayant pas d'intérêt *direct* à l'acte.

§ 3. — *De l'obligation pour le notaire dépositaire d'un testament d'en informer les bénéficiaires.*

31. — Nous avons vu qu'en principe les notaires ne sont tenus de donner connaissance des actes que lorsqu'ils en sont requis. Il existe une exception à cette règle. En effet la jurisprudence reconnaît que quand un notaire est dépositaire d'un testament il est dans l'obligation d'aviser spontanément après le décès du *de cujus* les bénéficiaires de ce testament (Caen, 17 février 1908, D. 1908.2.245 ; Trib. Seine, 3 décembre 1923, J. N. 1924, N° 33963). Toutefois, cette obligation ne s'étendrait pas au profit de toutes les personnes désignées dans un testament. Ainsi un testateur avait formulé le vœu, dans son testament, que le légataire universel léguât tel bien à telle personne désignée. Le notaire s'abstint de prévenir cette dernière personne ; le tribunal dit qu'il n'avait pas engagé sa responsabilité (Trib. civ. Seine, 4 juillet 1873, *Rev. Not.* 1873, N° 4398).

Cette obligation a été réglementée en ce qui concerne les *personnes morales de droit public et les établissements reconnus d'utilité publique*. L'art. 1^{er} du décret du 1^{er} février 1896, modifié par le décret du 1^{er} décembre 1901, impose au notaire dépositaire d'un testament contenant des libéralités en faveur de ces personnes morales ou en faveur des associations religieuses autorisées, d'adresser aux représentants des établissements institués la copie intégrale des dispositions faites à leur profit. Un décret du 30 octobre 1935

(décret-loi) impose au notaire — mais en ce qui concerne simplement, semble-t-il, les collectivités publiques et établissements publics, — l'obligation d'un double avis à l'administration et au receveur de la collectivité. Ce dernier texte impose d'ailleurs la même obligation pour les donations.

CHAPITRE II

De la communication aux tiers.

32. — Il est possible qu'une personne étrangère à un acte authentique, ne rentrant pas dans la catégorie des personnes intéressées en nom direct, héritiers ou ayants droit, ait néanmoins intérêt à prendre connaissance du contenu de cet acte. Avant de traiter, par exemple, avec des gens mariés, il peut être important de connaître leur régime matrimonial et les clauses de leur contrat de mariage. Si le tiers ainsi intéressé demandait expédition de l'acte au notaire, et assignait ensuite ce dernier en délivrance d'expédition, sa demande serait rejetée (Req. rej., 15 mai 1922, J. N. 1923, N° 33342). Mais le tiers intéressé aura, il est vrai, un moyen détourné pour obtenir le renseignement désiré ; il pourra s'adresser à une personne intéressée en nom direct à l'acte et lui demander soit la représentation d'une expédition de l'acte, soit le mandat de pouvoir en son nom prendre communication de l'acte. Mais il se pourrait que ces procédés en pratique ne soient pas toujours facilement réalisables.

Aussi, l'art. 23 de la loi du 25 ventôse an XI dispose-t-il :
« Les notaires ne pourront également, sans l'ordonnance du président du tribunal de première instance, délivrer

expédition ni donner connaissance des actes à d'autres qu'aux parties intéressées en nom direct, etc... » On s'est demandé si la disposition de cet article permettant la communication à un tiers en vertu d'une ordonnance sur requête, n'avait pas été abrogée tacitement par les art. 846 et s. C. proc. civ. relatifs au compulsoire. L'art. 846 C. proc. civ. dispose : « Celui qui dans le cours d'une instance voudra se faire délivrer expédition ou extrait d'un acte dans lequel il n'aura pas été partie, se pourvoira ainsi qu'il va être réglé. »

Certaines décisions (Douai, 4 mai 1838, J. N. 1838, N° 10141), confirmées d'ailleurs par certains auteurs (Glasson et Colmet-Daage, *Précis de procédure civile*, N° 1841) ont affirmé que le C. proc. civ. a abrogé cette disposition de l'art. 23 de la loi de ventôse.

Au contraire, d'autres décisions sont favorables au maintien de la disposition de l'art. 23 de la loi de ventôse (Rouen, 13 mars 1826, D. 26.2.198 ; Prés. Trib. civ. Orléans, 6 mai 1872, S. 72.2.57 ; Nancy, 31 octobre 1896, S. 98.2.132). Ce dernier arrêt dit, en parlant de l'art. 846 C. proc. civ. et de l'art. 23 de la loi de ventôse, que « ces deux articles doivent être considérés comme coexistants, puisqu'ils prévoient deux cas absolument distincts ; qu'en effet l'art. 23 de la loi de ventôse donne au président le droit d'autoriser la communication des actes notariés quand une instance n'est pas commencée, tandis que l'art. 846 C. proc. civ. statue pour le cas où il existe un litige intenté. »

Il semble que cette dernière manière de voir soit la plus pratique. Un tiers peut en effet être intéressé à prendre connaissance d'un acte en dehors de tout litige ; en vue d'un contrat à conclure, par exemple ; dans d'autres cas, ce sera, avant tout litige, dans le but de rassembler les éléments nécessaires pour prendre une détermination dans un procès à intenter ou à défendre.

33. — Quelles sont les conditions d'exercice de cette disposition de l'art. 23 de la loi de ventôse ? Le requérant devra justifier au président du tribunal de l'intérêt qu'il aurait à obtenir la communication sollicitée. Il doit s'agir d'un intérêt à la fois légitime et actuel. Au surplus, « c'est au président qu'il appartient d'apprécier l'honorabilité et la loyauté des demandeurs en communication, la vraisemblance et la gravité des motifs par eux invoqués. » (Prés. Trib. civ. Orléans, 6 mai 1872, S. 72.2.57). Le requérant pourrait demander soit la délivrance d'une expédition ou d'un extrait soit une communication oculaire, soit les deux ensemble. Le président pourra, en son ordonnance, restreindre la communication à l'intérêt du demandeur.

Quant au notaire, il ne devra la communication qu'à la personne qui a obtenu l'ordonnance, non à d'autres, en vertu du principe de la relativité de la chose jugée. Il ne la devra que le nombre de fois indiqué en l'ordonnance qui n'a pu statuer par voie de disposition générale ou réglementaire.

La jurisprudence semble admettre qu'en cas de difficultés sur l'ordonnance sur requête, il soit introduit un référé.

CHAPITRE III

**De la communication à toute personne
des actes de sociétés par actions, de sociétés
d'assurances mutuelles,
et de sociétés d'assurances sur la vie à forme
mutuelle ou tontinière.**

34. — L'art. 63, alinéa 1^{er}, de la loi du 24 juillet 1867, sur les sociétés, modifié par le décret du 30 octobre 1935 (décret-loi) dispose : « Toute personne a le droit de prendre communication des pièces déposées au greffe du tribunal de commerce... ou même de s'en faire délivrer à ses frais expédition ou extrait, ... lorsqu'il s'agit d'une *société par actions* par le notaire détenteur de la minute. »

En outre, un décret du 8 mars 1922 contient, pour ce qui concerne les *sociétés d'assurances mutuelles*, un art. 48, alinéa 1^{er}, ainsi conçu : « Toute personne a le droit de prendre communication des pièces déposées au greffe..., ou même de s'en faire délivrer à ses frais expédition ou extrait ... par le notaire détenteur de la minute. »

Enfin, une disposition analogue est contenue dans l'art. 10, alinéa 1^{er}, du décret du 27 juillet 1922, relatif aux *sociétés à forme mutuelle ou tontinière*.

Il semble que ces communications ne s'appliquent qu'aux actes soumis aux formalités de publicité prescrites par les lois ou règlements sur les sociétés (actes constitutifs de la société ou actes modificatifs), mais non aux actes de gestion ou de disposition que pourraient passer la société pendant son cours (acquisitions, aliénations, etc.).

CHAPITRE IV

De la communication au précédent titulaire de l'office.

35. — Lorsqu'un notaire prend possession de ses fonctions, il a droit à la remise immédiate de tous les documents de l'étude, en ce compris les registres de comptabilité (*supra*, N° 6). Or il est possible que le précédent titulaire ou ses représentants, en particulier pour effectuer les recouvrements qui pourraient être restés dus, soient dans la nécessité de prendre connaissance de certains documents remis au nouveau titulaire. Dans quelle mesure celui-ci est-il tenu de satisfaire à une telle demande ?

En ce qui concerne les actes qu'il avait reçus alors qu'il était en fonctions, l'ancien titulaire pourrait s'en voir refuser communication puisqu'il n'y est pas partie intéressée en nom direct (Req. rej., 12 janvier 1841, S. 40.2.159 ; 41.1.22). Au contraire, pour ce qui est des registres de comptabilité afférents à son exercice, la jurisprudence décide que l'ancien titulaire pourra en prendre communication en l'étude de son successeur. En cas de non entente entre eux, le Tribunal fixe les conditions dans lesquelles aura lieu cette communication (Orléans, 27 juin 1877, *Rev. not.*, 1878, N° 5590 ;

Trib. civ. Beauvais, 23 avril 1896, *Rev. not.*, 1897, N° 9811).

36. — Il y a lieu de dire un mot ici d'une question relative, non aux intérêts du précédent titulaire, mais des ayants droit sur la finance de l'office.

Le droit de présentation dont jouit le titulaire d'un office étant représenté par une valeur pécuniaire peut, de ce fait, rentrer en communauté et, en cas de dissolution de cette dernière, des questions délicates peuvent se poser. Lors de l'inventaire dressé à la suite de la dissolution de la communauté ayant existé entre le notaire Marchal et son épouse, le gendre demandait qu'il soit tenu compte en l'inventaire d'éléments pris dans la comptabilité du notaire. Ce dernier s'y opposa. La Cour de Nancy, en appel d'un référé rendu sur cet incident, déclara que les registres de comptabilité concernant les opérations du notaire avec ses clients doivent demeurer secrets, qu'ils ne pouvaient être livrés à la connaissance du gendre et que le refus du notaire était fondé (Nancy, 23 novembre 1901, D. 1902.2.221).

CHAPITRE V

Des communications d'archives notariales au cours de procédures civiles.

37. — Il y a lieu d'examiner successivement les différents incidents de l'instruction d'un procès civil à propos desquels des cas de communications d'archives notariales pourraient se présenter.

SECTION I

DE LA VÉRIFICATION D'ÉCRITURES.

La pièce objet d'une vérification d'écritures peut se trouver déposée au rang des minutes d'un notaire. C'est le cas, par exemple, du testament olographe qui, après le décès, doit être déposé à un notaire commis par le président du tribunal auquel le testament est d'abord présenté (1007, C. civ.). Lorsque le jugement admettant la vérification d'écritures ordonne l'apport de la pièce au greffe (voir, par exemple, Trib. civ. Yvetot, 16 janvier 1891, *Rev. not.*, 1891, N° 8464 ; Trib. civ. Vesoul, 8 août 1905, *Rev. not.*, 1906, N° 12397), le notaire dépositaire de cette pièce doit alors se conformer aux prescriptions de l'art. 22 de la loi de

ventôse, qui traite en général des dessaisissements de minutes (*supra*, N° 21).

38. — On peut aussi avoir recours, lors d'une vérification d'écritures, aux archives des notaires pour y puiser des pièces de comparaison. Il résulte des art. 201 et s. C. proc. civ. que la production des pièces de comparaison peut se faire de deux manières, entre lesquelles le tribunal a le choix.

Ou bien les pièces sont envoyées par le dépositaire au greffier du tribunal. En ce cas le notaire doit exécuter à la fois l'art. 22 de la loi de ventôse et l'art. 203 C. proc. civ. pour ce qui est de la copie collationnée qu'il doit dresser. Lorsque la procédure sera achevée, les pièces de comparaison lui seront renvoyées.

Ou bien le dépositaire apporte lui-même au lieu où se fait la vérification, les pièces de comparaison qu'il détient. Dans ce cas, le Code de procédure laisse à la prudence du juge commissaire le choix entre deux alternatives ; il peut soit prescrire que le dépositaire restera présent pour garder les pièces et les trier, soit qu'il les laissera au greffier. Nous croyons que, relativement aux actes notariés, cette deuxième alternative ne doit pas être retenue. Les notaires ne doivent pas, en effet, se dessaisir des minutes sans jugement, et quand ils s'en dessaisissent, ils doivent auparavant en dresser copie figurée.

SECTION II

DU FAUX INCIDENT CIVIL.

§ 1. — *De la pièce arguée de faux.*

39. — En cas d'inscription de faux contre un acte notarié, le demandeur doit, après avoir obtenu le premier jugement admettant l'inscription, présenter requête au juge commissaire pour voir ordonner l'apport de la minute (221 C. proc. civ.). En ce cas, comme dans tout cas de dessaisissement de minute de la part du notaire, ce dernier doit suivre les prescriptions de l'art 22 L. ventôse.

L'art. 241 C. proc. civ. concerne le cas où le tribunal, statuant sur l'inscription de faux, aura ordonné la suppression, la lacération, ou la radiation en tout ou partie des pièces déclarées fausses. L'application de ces mesures peut d'ailleurs, en vertu de la relativité de la chose jugée, être regrettable (Voir Glasson et Colmet-Daage, *Précis de procédure civile*, N° 748). D'ailleurs les minutes qui subsisteraient devront être remises au notaire, lorsque les délais des voies de recours seront écoulés (art. 242).

§ 2. — *Des pièces de comparaison.*

40. — S'il est fait appel, lors d'une inscription de faux, à des minutes notariées pour servir de pièces de comparaison, le notaire devra, comme toujours, obéir à l'art. 22 de la loi de ventôse. Mais il importe ici d'observer que toutes les

minutes notariées ne sont pas susceptibles d'être produites comme pièces de comparaison à une instance en faux incident. Ainsi, le Tribunal de Lure avait ordonné que le juge commissaire pourrait faire apporter les minutes des actes reçus par deux notaires dix jours avant et dix jours après l'acte argué de faux. La Cour de Besançon réforma cette décision. Un pourvoi formé fut rejeté. La Cour de cassation, dans son arrêt, prohibe les communications qui ne seraient pas partielles et ne porteraient pas sur des actes spécifiés (Req. rej., 18 juin 1894, D. 94.2.219 ; S. 94.1.341).

La procédure d'inscription de faux achevée, à l'expiration des délais de voies de recours, les minutes d'actes notariés qui auraient été produites comme pièces de comparaison sont rétablies à leur dépôt.

SECTION III

DES ENQUÊTES.

41. — Un notaire, cité comme témoin à une enquête civile, peut être amené dans sa déposition à donner connaissance de clauses contenues en un acte confié à sa garde et dont il a pu prendre lecture. Il y a là indirectement un mode de communication. Mais ici le notaire pourra se retrancher derrière le secret professionnel. La garde des minutes est une de ses fonctions ; c'est donc en l'exercice de ses fonctions qu'est venu à sa connaissance le contenu d'un acte. Or les faits survenus à la connaissance d'un notaire

à raison de ses fonctions sont couverts par le secret professionnel. Le notaire est un confident nécessaire auquel s'applique l'art. 378 C. pén. La jurisprudence admet assez facilement en matière civile que le notaire se retranche derrière le secret professionnel (Bordeaux, 16 juin 1835, S. 36.2.30 ; Bordeaux, 3 juin 1926, J. N. 1926, N° 34844).

SECTION IV

DES EXPERTISES.

42. — Au cours d'un litige civil, le tribunal pourrait juger opportun de commettre un expert avec mission d'effectuer des recherches dans les archives d'un notaire. Cette mesure d'instruction est souvent sollicitée dans les procès relatifs à la valeur d'un office de notaire. On sait que la jurisprudence admet qu'un cessionnaire puisse intenter contre son cédant une action en réduction de prix de l'office, si ce prix est reconnu exagéré.

Plusieurs décisions ont dû rappeler que ces expertises, comme toutes les communications d'archives notariales lorsqu'il s'agit d'intérêts privés, doivent être partielles et ne porter que sur des actes déterminés. Est prohibée toute expertise qui comporterait communication de l'ensemble des minutes ou de la comptabilité d'une étude.

Cette jurisprudence remonte à un arrêt de la Chambre des requêtes du 28 janvier 1874 (D. 74.1.100). Cet arrêt avait noté particulièrement « qu'une demande en réduction de

prix d'office, introduite par une partie dans un intérêt privé, engage, il est vrai, jusqu'à un certain point l'intérêt public, mais que cet intérêt public est dominé par les motifs d'ordre plus élevé et plus général qui ont dicté la règle essentielle et fondamentale du secret des actes. »

La Cour de Paris a eu l'occasion de faire application des mêmes principes dans une affaire différente. Une saisie-arrêt avait été pratiquée entre les mains d'un notaire. Celui-ci, sur l'assignation en déclaration affirmative, déclara ne rien devoir au saisi. Cette déclaration fut contestée par le saisissant. Le tribunal commit un expert, à l'effet de rechercher les relations d'affaires qui avaient existé entre la partie saisie et tous autres tiers et amené l'intervention du notaire ; le tribunal disposa en particulier « que l'expert aura à s'entourer de tous renseignements utiles partout où besoin sera en se faisant communiquer toutes minutes ainsi que la comptabilité du notaire. » Sur appel du notaire, la Cour de Paris infirma ce jugement, en rappelant que l'expertise ordonnée par le tribunal était prohibée par la loi du 25 ventôse an XI (12 juin 1907, J. N. 1908, N° 29217).

SECTION V

DES INSTANCES EN REDDITION DE COMPTE.

43. — Les pièces justificatives d'un compte peuvent se trouver dans les archives notariales. Un notaire, Hercule Olmade, qui avait cédé son étude, avait intenté une action

en reddition de compte contre son ancien caissier, Placide Olmade, qui était d'ailleurs son frère. Le nouveau titulaire de l'étude, Bézard, refusait de communiquer l'ensemble des minutes de l'exercice Olmade au commissaire judiciaire qui fut nommé en cette instance. Le notaire Bézard fut assigné devant le tribunal ; la Cour de Toulouse, en appel, le condamna à effectuer la communication demandée. Mais la Cour de cassation cassa cet arrêt de la Cour de Toulouse (Civ. cass., 19 janvier 1870, D. 70.1.220) et renvoya les parties devant la Cour d'Agen qui (Agen, 16 avril 1872) refusa d'ordonner la communication sollicitée. La Cour de cassation, après avoir rappelé le secret dû aux conventions des parties, dit qu'il n'appartient pas aux juges ni d'autoriser ni d'ordonner la communication générale des minutes d'un notaire, et que rien ne justifierait l'emploi d'une pareille mesure en faveur d'un intérêt purement privé.

Lors d'une reddition de compte entre un notaire et un de ses clients, le Tribunal de Saumur ordonna la communication des registres de comptabilité du notaire, mais pour éviter des investigations indiscretes, il ordonna que cette communication se ferait sous la surveillance d'un juge commis (Trib. civ. Saumur, 9 juin 1871, *Rev. not.* 1873, N° 4246).

SECTION VI — DU COMPULSOIRE.

44. — La procédure du compulsoire suppose un plaideur qui au cours d'un procès veut obtenir copie d'un acte no-

tarié à propos duquel il n'est pas partie intéressée en nom direct, héritier ou ayant droit. En effet, s'il rentrait dans cette dernière catégorie, il lui suffirait de requérir une expédition. La compulsoire suppose une procédure déjà antérieurement engagée (Montpellier, 17 janvier 1935, J. N. 1935, N° 38389) ; il n'est admis qu'incidemment.

Le plaideur qui sollicite le compulsoire doit justifier d'un *intérêt*. Par exemple les copartageants d'une succession seront autorisés à compulser le contrat de mariage du gendre du *de cujus* pour vérifier la véracité de prétendues dettes qu'auraient contractées le *de cujus* envers son gendre (Paris, 1^{er} mai 1809, S. 12.2.299). Ou bien, un légataire particulier, qui n'a pas encore demandé la délivrance de son legs, sera autorisé à compulser l'inventaire dressé après le décès du testateur dans le but d'être à même de se rendre compte des forces de la succession (Trib. civ. Seine, 22 février 1906, *Rev. not.* 1907, N° 12767 ; J. N. 1908, N° 29203). Au contraire, la demande en compulsoire a été déclarée irrecevable, dans l'espèce suivante : Un nommé Drivon, créancier de la succession de Jouffroy fils, réclamait à Jouffroy père le paiement de sa créance, disant que Jouffroy père s'était reconnu débiteur envers son fils dans un testament public ; Drivon demandait à compulser ce testament. Le tribunal dit « qu'il est de principe que les légataires et les personnes désignées dans un testament ne peuvent, dans aucun cas, en obtenir communication du vivant du testateur ; que la nécessité de protéger l'expression des

dernières volontés contre toute divulgation prématurée dans l'intérêt de la sécurité du testateur et de la paix des familles, explique et justifie amplement cette interdiction ; ... que Drivon agissant au lieu et place de son débiteur, ne saurait avoir plus de droits que celui-ci » (Trib. civ. Bourgoïn, 24 novembre 1897, *Rev. not.* 1898, N° 10087). Enfin, la Cour de Montpellier a rappelé, le 17 janvier 1935 (J. N. 1935, N° 38389) que les tiers à un acte ne peuvent recourir à la procédure du compulsoire, sans justifier d'un intérêt légitime suffisant.

Celui qui sollicite le compulsoire doit également justifier de sa *qualité*. La question s'est présentée dans une espèce assez spacieuse. Les époux Morin, se disant héritiers d'une demoiselle Fontaine, assignèrent en délaissement ceux qui avaient recueilli la succession et l'avaient déjà appréhendée. Les époux Morin demandèrent, au cours de l'instance, à compulser les minutes d'un notaire et en particulier l'inventaire de la succession ; ils prétendaient y trouver les renseignements propres à établir leurs droits à la succession. Cette demande fut rejetée par arrêt de la Cour de Rouen. La Cour de cassation déclara, en rejetant le pourvoi qui avait été formé contre cet arrêt, que les demandeurs ne justifiant d'aucune manière leur prétendu titre d'héritier ayant droit à la succession, n'étaient aucunement fondés à obtenir le compulsoire qu'ils demandaient (Req. rej. 28 janvier 1835, S. 35.1.739).

La procédure du compulsoire s'applique aux actes dres-

sés par les officiers publics. Peut-elle s'appliquer aux registres de comptabilité ? La jurisprudence semble partagée sur ce point (*pro* : Trib. civ. Provins, 16 mars 1905, *Rev. not.* 1906, N° 12393 ; Trib. civ. Rethel, 28 décembre 1905, *Rev. not.* 1907, N° 13023 ; *contra* : Trib. civ. Châtellerault, 5 février 1906, *Rev. not.* 1907, N° 13024).

La *procédure du compulsoire* commence par une requête d'avoué à avoué. On suit la procédure sommaire. Le jugement est exécutoire nonobstant opposition ou appel. Le compulsoire consiste en la délivrance d'une expédition de l'acte. Par dérogation au principe général posé par l'art. 21 de la loi de ventôse, aux termes duquel le droit de délivrer les expéditions n'appartient qu'au notaire possesseur de la minute, le tribunal a la faculté de commettre pour un compulsoire, soit un juge d'instance (mais non un juge de paix), soit un autre notaire (art. 24, L. 25 ventôse an XI, et 849 C. proc. civ.). Si les parties le désirent, la collation de l'expédition est effectuée par le président du tribunal.

SECTION VII

DE L'APPORT D'ARCHIVES OU AUTRES DOCUMENTS AU GREFFE D'UNE JURIDICTION.

45. — L'art. 22 de la loi de ventôse dispose, dans son premier alinéa, que les notaires ne peuvent se dessaisir d'aucune minute, si ce n'est dans les cas prévus par la loi et en vertu d'un jugement. On l'a vu, des textes spé-

ciaux, en matière d'inscription de faux ou de vérification d'écritures, prévoient l'apport de minutes d'actes notariés au greffe. Mais est-ce qu'un tribunal pourrait en dehors d'un cas spécialement prévu par la loi ordonner l'apport d'une minute au greffe ? Il semble que la jurisprudence soit partagée sur ce point (*pro* : Paris, 11 février 1896, *Rev. not.* 1896, N° 9545 ; Caen, 22 novembre 1904, *Rev. not.* 1906, N° 12396 ; *contra* : Bordeaux, 10 avril 1850, J. N. 1850, N° 14088). En s'en tenant à la lettre de l'art. 22 de la loi de ventôse, une semblable mesure serait irrégulière, à moins qu'un texte de loi ne la prévoie spécialement.

Cette disposition de l'art. 22 ne s'applique d'ailleurs qu'aux actes proprement dits, non aux autres documents détenus par les notaires. Toutefois, l'apport au greffe de de ces documents pourrait être soumis à certaines conditions, ou même être refusé.

Un cas de cette espèce s'est présenté devant la section temporaire de la Cour de Toulouse, le 26 juillet dernier (1936). L'unique exemplaire d'un acte de vente de fonds de commerce sous seings privés, daté du 29 mai 1935, avait été remis à un notaire. Le 5 juillet 1935 eut lieu devant le notaire l'acte de vente authentique de ce fonds de commerce. Mais entre temps, le J. O. du 30 juin avait publié une loi relative au règlement du prix de vente de fonds de commerce. Le Tribunal de commerce de Toulouse, le 8 juin 1936, délia le notaire du secret professionnel et ordonna qu'il déposerait le sous seing privé au greffe du

tribunal de commerce. Sur appel, la Cour de Toulouse réforma ce jugement. Elle déclara que ce sous seing privé remis entre les mains du notaire à l'occasion de son ministère et non versé au rang des minutes, avait le caractère confidentiel ; et que l'on ne pourrait, sans violer les règles du secret professionnel, obliger le notaire à en effectuer le dépôt au greffe (*Bulletin A. N. N. F.* 1936, p. 645, N° 6524).

Un tribunal, comme mesure d'instruction dans un procès civil, peut ordonner l'apport au greffe des registres de comptabilité d'un notaire. Il doit dans ce cas prendre les précautions nécessaires pour restreindre l'examen de ces registres aux seuls documents intéressant la cause. Par trois fois la Cour de cassation a cassé des arrêts de Cours d'appel qui avaient négligé de prendre semblables précautions en prescrivant l'apport au greffe de registres de comptabilité de notaires (Civ. cass., 3 décembre 1884, J. N. N° 23295 ; Civ. cass., 18 janvier 1886, D. 86.1.373 ; Civ. cass., 12 juin 1899, J. N. N° 26970). La Cour de cassation y rappelle qu'en vertu du principe du secret des actes, les communications générales des minutes sont, quand il ne s'agit que d'intérêts particuliers, interdites. Elle déclare que les règles applicables aux minutes le sont également aux registres de comptabilité. En effet, la Cour observe avec justesse que ces derniers ont pour effet de reproduire tout le mouvement de l'office, l'ensemble et le détail des opérations qui y sont faites.

SECTION VIII

DE L'EXCEPTION DE COMMUNICATION DE PIÈCES
ET DE LA PRODUCTION DE PIÈCES EN JUSTICE PAR UN NOTAIRE.

46. — Un notaire, partie à un procès, peut se trouver invité, par suite d'une exception de communication de pièces, exercée en vertu des art. 188 et s. C. proc. civ., à communiquer certains documents concernant ses clients. La chose est possible à la condition que le principe du secret des actes soit respecté. Aussi il ne doit s'agir que de communications partielles. Par suite, il a été jugé que les registres de comptabilité du notaire ne pourront être communiqués, puisqu'une communication simplement partielle ne pourrait avoir lieu, ces registres reproduisant tout le mouvement de l'office et des opérations qui y sont faites (Paris, 23 janvier 1896, S. 96.2.40).

Sans y être invité par suite de l'exercice d'une exception de communication de pièces soulevée, un notaire peut se trouver dans la nécessité, au cours d'un litige, de produire des documents pour la défense de son droit. Il en avait été ainsi dans l'affaire suivante, où le notaire avait été mis en cause par l'un des plaideurs. Un hôtel meublé avait été vendu 350.000 fr. payables par sommes échelonnées ; auparavant avait eu lieu la vente des meubles pour 110.000 fr., somme qui fut payée au vendeur. Le vendeur réclamant par la suite le solde du prix de l'hôtel, les acquéreurs prétendirent — et ils l'affirmèrent en comparution person-

nelle devant le tribunal — que le mobilier étant compris en la vente, il fallait imputer les 110.000 fr. versés, et qui en réalité représentaient le prix des meubles. Le vendeur mit en cause le notaire ; ce dernier produisit des documents qui confondirent les acquéreurs, lesquels furent condamnés, bien qu'ils eussent accusé le notaire d'avoir violé le secret professionnel. Un pourvoi formé fut rejeté (Req. rej., 26 février 1934, J. N. 1934, N° 38140).

De même, la jurisprudence semble avoir reconnu un autre cas où il n'y aurait pas violation du secret professionnel. Il en serait ainsi quand un notaire produirait en justice des pièces ou actes soumis à des formalités destinées à les porter à la connaissance des tiers, telles que l'inscription pour les hypothèques ou la transcription pour les ventes. Plusieurs décisions sont en ce sens (Req. rej., 22 janvier 1890, D. 1891.1.194 ; Montpellier, 4 juillet 1912, D. 1914.2.210 ; Trib. civ. Blida, 21 novembre 1928, J. N. 1930, N° 36471).

SECTION IX. — DE LA PRISE DE PHOTOGRAPHIE D'UNE MINUTE AU COURS D'UN PROCÈS.

47. — Nous avons vu (*supra*, N° 20) que la jurisprudence n'admet pas qu'une partie, même intéressée en nom direct, puisse obtenir, alors qu'aucun litige n'est commencé, une photographie d'un acte notarié l'intéressant. La jurisprudence admet au contraire, lorsqu'une demande en justice

est déjà formée, qu'une partie puisse obtenir de prendre photographie de la minute d'un acte en litige. Cette mesure n'est d'ailleurs pas de droit ; si elle semble sans intérêt, le tribunal la rejette. Cette jurisprudence remonte à un arrêt de la Cour de Caen du 29 juillet 1879 (S. 80.2.65). La jurisprudence admet que cette mesure puisse être ordonnée, au cours de l'instance, par une ordonnance de référé. Les tribunaux décident souvent d'ailleurs que des photographies seront également remises aux différentes parties au procès. En outre, ils prennent les mesures nécessaires pour respecter l'obligation où est le notaire de ne pas se dessaisir de la minute. Plusieurs décisions de ce genre contiennent, en leur dispositif, des détails pittoresques sur les précautions ordonnées pour l'exécution du jugement (Trib. civ. Seine, 18 mars 1886, *Rev. not.* 1886, N° 7428 ; Toulouse, 14 novembre 1892, *Rev. not.* 1893, N° 8832).

SECTION X. — DE LA REPRÉSENTATION DES MINUTES AU JUGE DE LA TAXE.

48. — En vertu de la loi du 24 décembre 1897, les notaires ne peuvent poursuivre le payement des frais s'appliquant aux actes de leur ministère qu'après en avoir obtenu la taxe. Celle-ci est portée devant le président du tribunal ou, en cas d'empêchement, devant un juge commis par lui ; en matière de compte, liquidation et partage, la taxe est faite par le juge-commissaire.

Le magistrat taxateur peut-il exiger du notaire qui solli-

cite une ordonnance de taxe l'apport des minutes des actes à taxer ? Des notaires qui s'y étaient refusés furent condamnés à des peines disciplinaires (Bourges, 30 décembre 1829, J. N. 1830, N° 7215 ; Bordeaux, 4 août 1841, J. N. 1842, N° 11361).

Il semble, en effet, que le président puisse exiger du notaire la représentation des minutes des actes soumis à la taxe. Il n'y a pas là dessaisissement des minutes de la part du notaire qui se borne à les représenter au président et à les remporter ensuite. Un refus de la part du notaire serait, au surplus, un manque de convenances vis-à-vis du magistrat.

TITRE II

Des communications dans un intérêt général

49. — Nous grouperons sous ce titre les différents cas de communications d'archives notariales établies en vue d'un intérêt public ou général. Parfois, ces communications pourront présenter un certain caractère de généralité, alors que les communications dans un intérêt particulier, étudiées au titre I, ne peuvent jamais être générales. Nous verrons d'abord les cas de communications relatifs à la procédure pénale, puis ceux relatifs à la discipline des notaires ; ensuite, nous verrons dans quelle mesure l'Etat, dans un intérêt fiscal, a des droits d'investigations dans les études de notaires.

CHAPITRE PREMIER

Des communications d'archives notariales au cours d'une procédure pénale.

§ 1^{er}. — *Des enquêtes officieuses et du flagrant délit.*

50. — Lorsque le procureur de la République procède à une enquête officieuse, il ne possède aucun droit d'investigation spécial dans les archives notariales. Il est vrai qu'il peut puiser dans ses pouvoirs de surveillance préventive qu'il possède sur les officiers ministériels le droit de se procurer certains renseignements (v. *infra*, N^{os} 54 et s.).

Que si au contraire, le procureur de la République, ou le juge d'instruction, ou un autre officier de police judiciaire, agissent en cas de flagrant délit, ils possèdent des pouvoirs particuliers. Ils pourraient aussi, moyennant le respect des art. 32 et s. C. I. Crim., procéder à des actes d'instructions dans les études de notaires. Mais il faut reconnaître que ce cas est plutôt théorique, les infractions qui sont susceptibles de donner lieu à des actes d'instruction dans les études de notaires ne se présentant pas d'ordinaire comme flagrants délits.

§ 2. — *De la réunion des moyens matériels de preuves
au cours d'une instruction.*

51. — Examinons d'abord le cas où une information est ouverte pour faux. Il y a lieu alors d'appliquer spécialement les art. 448 et s. C. I. Crim., au chapitre « Du faux. »

En ce qui concerne les pièces arguées de faux, l'art. 452 dispose : « Tout dépositaire public ou particulier de pièces arguées de faux est tenu, sous peine d'y être contraint par corps, de les remettre, sur l'ordonnance donnée par l'officier du ministère public ou par le juge d'instruction. » Et pour ce qui est des pièces de comparaison, l'art. 454 C. I. Crim. dispose : « Tous dépositaires publics pourront être contraints, même par corps, à fournir des pièces de comparaison qui sont en leur possession : l'ordonnance par écrit et l'acte de dépôt leur serviront de décharge... » Si la pièce arguée de faux, ou la pièce de comparaison demandée, est une minute, il semble que l'ordonnance dont il est question dans ces deux art. 452 et 454 C. I. Crim. doive tenir lieu du jugement prescrit par l'art. 22 de la loi de ventôse pour les cas de dessaisissement de minutes. De plus, l'art. 455 C. I. Crim. dispose qu'en cas de déplacement d'une pièce authentique, il doit être établi une copie collationnée ; cette copie collationnée est signée par le président du tribunal et tient lieu de la minute jusqu'à sa réintégration. Le Ministre de la Justice a précisé, dans une décision du 29 janvier 1902, que c'est le greffier qui est en

principe compétent pour établir cette copie collationnée, en cas d'information pour faux, alors que dans les autres cas où il y a dessaisissement de minutes, c'est le notaire qui doit établir la copie figurée prescrite par l'art. 22 de la loi de ventôse.

L'art. 463, alinéa 1^{er}, C. I. Crim. dispose du sort des actes authentiques qui auraient été déclarés faux : « Lorsque les actes authentiques auront été déclarés faux en tout ou en partie, la Cour ou le Tribunal qui aura connu du faux, ordonnera qu'ils soient rétablis, rayés ou réformés, et du tout il sera dressé procès-verbal. » Quant aux pièces de comparaison, elles devront être renvoyées dans les quinze jours de la décision dans les dépôts d'où elles auront été tirées ou remises aux personnes qui les auront communiquées.

52. — Etudions maintenant, hors le cas particulier d'information en faux, l'application des règles générales de l'instruction à la matière des communications d'archives de notaires.

Le juge d'instruction possède, en vertu des art. 87 et s. C. I. Crim., le droit de pratiquer des perquisitions et saisies. Chez un notaire, comme chez toute personne, le juge d'instruction peut procéder à ces actes d'information. Ainsi, une information avait été ouverte contre un notaire démissionnaire. Le juge d'instruction avait rendu une ordonnance enjoignant au notaire Lefebvre, désigné comme administrateur provisoire de l'office, de remettre à un expert, les registres de comptabilité qu'avait tenus le notaire in-

culpé. Le notaire Lefebvre refusa d'exécuter cette ordonnance ; il fut poursuivi disciplinairement. La Cour de cassation rejeta un pourvoi formé. L'arrêt porte : « Attendu que, d'après le pourvoi, l'ordonnance du juge d'instruction du 6 décembre 1924 était contraire au principe du secret professionnel et aux règles de la communication des registres des notaires ; — Qu'en refusant d'exécuter une communication non autorisée par la loi, Lefebvre n'avait encouru aucune peine disciplinaire ; — Mais attendu que l'interdiction de la communication n'est édictée que lorsqu'elle est faite dans un intérêt privé, mais que cette règle fléchit lorsque, comme dans l'espèce, des considérations d'ordre public, telles que la recherche de crimes ou délits exigent l'examen détaillé de l'ensemble des actes d'un notaire » (Civ. rej., 27 novembre 1928, J. N. 1928, N° 35891).

Mais cependant une question se pose : selon quelle procédure le juge d'instruction peut-il pratiquer la saisie d'une minute ? En effet, l'art. 22 de la loi de ventôse exige pour qu'il y ait dessaisissement de minutes que l'on se trouve dans un cas prévu par la loi et, en outre, qu'un jugement soit rendu pour prescrire le dessaisissement.

Le juge d'instruction de Moissac avait donné commission rogatoire à un juge de paix de saisir la minute d'un acte notarié. Le notaire s'y étant refusé fut poursuivi disciplinairement. Le tribunal déclara que le notaire n'avait pas manqué à ses devoirs, puisque la saisie d'une minute ne pouvait être faite sans observer les formes de l'art. 22 L.

ventôse. La Cour de Toulouse fut moins affirmative (Toulouse, 2 mai 1883, D. 84.2.57) ; en retenant la bonne foi du notaire, elle affirma que « la question de savoir si le juge d'instruction est autorisé à saisir immédiatement, sans aucune mesure préalable par lui-même ou par un auxiliaire délégué, ... une minute d'acte dans l'étude d'un notaire, ... peut présenter un doute sérieux et de véritables difficultés. »

Dans une autre affaire où l'accusé était inculpé d'homicide volontaire, le juge d'instruction avait besoin de prendre connaissance de plusieurs testaments mystiques de la victime. Sur requête du procureur de la République, le tribunal ordonna le dessaisissement par les notaires dépositaires de ces testaments mystiques (Trib. civ. Toulon, 27 janvier 1913, J. N. 1913, N° 30588).

Il se peut que le juge d'instruction ne demande que la communication oculaire d'une minute ; il semble alors qu'il n'y ait pas d'inconvénients à ce que le notaire représente au juge les minutes et les rapporte sans dessaisissement. De même, si le juge d'instruction demandait la délivrance d'une expédition d'un acte, le notaire devrait y satisfaire.

En présence de la variété des documents détenus par un notaire, le juge d'instruction, en raison des nécessités de l'information, donne à ses investigations l'étendue qu'elles comportent. Ainsi, les comptes rendus de la séance du 13 mars 1935 de la commission d'enquête parlementaire

sur l'affaire Stavisky donnent un renseignement de fait sur l'étendue qu'un juge d'instruction a donnée en cette affaire à une communication d'archives notariales.

A un témoin, le principal clerc de l'étude de notaire où Stavisky avait déposé les statuts de sociétés qu'il se proposait de fonder, on posa la question :

Le juge vous a-t-il demandé l'ensemble des dossiers Stavisky que vous avez ?

Réponse. — Non, seulement les actes.

(*Le Temps*, 15 mars 1935, p. 2, 6^e colonne).

§ 3. — *De l'audition des témoins.*

53. — Un notaire cité comme témoin devant le juge d'instruction peut être amené, par ce moyen détourné, à divulguer le contenu de documents en sa possession. Le notaire, après avoir prêté serment, peut-il se retrancher derrière le secret professionnel ? Deux arrêts de la Chambre criminelle l'ont admis (Crim. rej., 10 juin 1853, D. 53.1.205 ; Crim. rej., 17 avril 1870, S. 70.1.277). Le notaire n'est pas tenu de témoigner lorsqu'il s'agit de « faits qui lui ont été révélés sous le sceau du secret dans l'exercice de son ministère. » (Crim. rej., 17 avril 1870). D'ailleurs le règlement prototype des compagnies de notaires, annexé à la circulaire du Ministre de la Justice du 26 février 1891, porte : « Art. 15. — Les notaires, même appelés en témoignage, doivent garder un secret inviolable sur tout ce qui a pu leur être confié à raison de leurs fonctions. »

CHAPITRE II

Des communications en matière de discipline notariale.

SECTION I

DE LA SURVEILLANCE PRÉVENTIVE DU MINISTÈRE PUBLIC.

54. — L'article 45 de la loi du 20 avril 1810 sur l'organisation judiciaire et l'administration de la justice dispose, dans son alinéa 3, que les procureurs généraux auront la surveillance de tous les officiers ministériels du ressort. Les notaires rentrent-ils dans la catégorie des officiers ministériels et sont-ils, en conséquence, sous la surveillance du ministère public ? La loi de ventôse les qualifie de fonctionnaires publics, et le Code civil, dans son article 1317, où il n'est d'ailleurs question des notaires que par préterition, les qualifie d'officiers publics. Quoiqu'il en soit de cette divergence de terminologie, il est admis en général que les notaires sont bien sous la surveillance du ministère public. Ainsi, l'article 8 du décret du 30 janvier 1890 fait allusion aux « droits de surveillance qui appartiennent également au ministère public. »

Une circulaire du Garde des Sceaux du 1^{er} mars 1890 affirme que les magistrats du ministère public ont le droit

de se faire représenter le répertoire des notaires et tous les actes qui peuvent les mettre en mesure de découvrir les infractions à la loi. En effet, les magistrats du ministère public peuvent mettre en mouvement l'action disciplinaire contre les notaires (*infra*, N^{os} 56 et s.). Cependant, la même circulaire déclare que cette surveillance du ministère public peut s'exercer « sans même qu'il soit besoin qu'une information soit ouverte ou qu'une plainte ait été déposée. » Cette manière de voir n'a pas été partagée par la Cour de Montpellier qui a déclaré qu'il fallait limiter le droit d'investigation du ministère public dans les archives des notaires au cas où il existe une plainte préalable (Montpellier, 11 juillet 1898, *Rev. not.*, 1900, N^o 10471).

55. — D'ailleurs ces questions ne présentent qu'un intérêt plutôt théorique. En effet, quand une plainte est déposée contre un notaire, d'ordinaire le procureur de la République la transmet pour instruction préalable au président de la chambre de discipline.

De plus, le parquet peut, aux termes de l'art. 8 du décret du 16 mars 1931 (*infra*, N^o 59), faire ordonner par la commission de contrôle ou son bureau des inspections supplémentaires des études de notaires.

Il y a lieu de noter ici que les dossiers de cessions et de suppressions d'offices de notaires, transmis par l'intermédiaire des parquets à la Chancellerie, contiennent un certain nombre de renseignements statistiques destinés à permettre à la Chancellerie de se faire une opinion sur la va-

leur de l'office ; mais étant donné le caractère de généralité que présentent ces renseignements, il n'y a pas en pratique de divulgations concernant les affaires des clients des études.

SECTION II

DES POURSUITES DISCIPLINAIRES CONTRE LES NOTAIRES.

56. — Les infractions aux règles de leur profession rendent les notaires qui les commettent passibles de poursuites disciplinaires. Celles-ci, suivant la gravité des faits reprochés, peuvent être poursuivies devant deux juridictions disciplinaires.

Si l'infraction à la discipline est de peu de gravité, il appartient au syndic de la Chambre de discipline, soit sur plainte des intéressés, soit d'office, soit sur la réquisition du ministère public, d'en poursuivre la répression devant la Chambre de discipline. Celle-ci peut appliquer des peines de discipline intérieure : rappel à l'ordre, censure simple, censure avec réprimande, etc.

Si le manquement à la discipline paraît grave, la répression en appartient au tribunal civil sur réquisition du procureur de la République. Le tribunal seul peut appliquer les peines disciplinaires de l'amende, de la suspension et de la destitution. Dans le cas où la chambre est saisie de faits qui, à ses yeux, mériteraient de telles sanctions, elle doit se borner à émettre un avis à ce sujet. Que si, au contraire, le

tribunal civil est saisi de manquements à la discipline qui, après examen, ne méritent qu'une peine de discipline intérieure, il est dans les pouvoirs du tribunal d'appliquer ces peines de discipline intérieure.

57. — L'instruction des poursuites disciplinaires peut donner lieu à des communications d'archives notariales. En pratique, le procureur de la République obtiendra la communication demandée. Si la poursuite a lieu devant la Chambre de discipline, il semble qu'il faille également accorder à un membre de celle-ci, le rapporteur, un certain droit de recherche. En effet, l'art. 6, alinéa 4, de l'ordonnance du 4 janvier 1843, relative à l'organisation des chambres de notaires et à la discipline du notariat, dispose que le rapporteur est chargé de recueillir les renseignements sur les faits imputés aux notaires.

SECTION III

DE LA COMMUNICATION AUX DÉLÉGUÉS

DE LA CHAMBRE DE DISCIPLINE ET AUX INSPECTEURS

DÉSIGNÉS PAR LA COMMISSION DE CONTRÔLE.

58. — Un règlement d'administration publique du 30 janvier 1890 prit plusieurs mesures relatives au notariat. En particulier, il imposait aux notaires la tenue d'une comptabilité organisée spécialement eu égard aux nécessités de la profession (*supra*, N° 6). Il obligeait aussi les notaires d'opérer le dépôt à la Caisse des dépôts et consignations de cer-

taines sommes qu'ils détiennent. En outre, ce décret chargeait les chambres de discipline de vérifier la comptabilité des notaires. Pour exercer ce contrôle, la chambre doit désigner deux délégués qui, une fois au moins par an, procèdent à leurs vérifications.

Quelle étendue fallait-il donner à la communication que pouvaient requérir ces délégués de la Chambre de discipline ? (Nous disons : « que pouvaient », car l'étendue de ces investigations a été élargie par un décret du 16 mars 1931). Les délégués avaient tout d'abord le droit de se faire représenter les registres de comptabilité. Quant aux actes, le projet de décret soumis à l'examen du Conseil d'Etat portait (art. 5) que les inspecteurs avaient comme attribution « de vérifier par l'examen de ces registres et *des actes* si la comptabilité est sincèrement tenue... » Le texte définitif était plus précis ; l'art. 9 donne aux délégués le droit de se faire représenter « *les actes qui ont pu être l'occasion d'un dépôt.* »

La question de la légalité de ce décret du 30 janvier 1890 a été mise en doute. En effet, en ce qui concerne les communications d'actes qu'il impose, on peut se demander si, sur ce point, ce décret n'a pas violé les dispositions de l'art. 23 de la loi du 25 ventôse an XI. L'art. 50 de la loi de ventôse donne bien, il est vrai, le droit d'organiser les Chambres de discipline par des règlements. Mais le décret de 1890 a été au delà d'une simple réglementation des Chambres de discipline ; il a organisé des inspections d'études

comportant des communications d'actes, et cela sans qu'il soit nécessaire qu'aucune affaire disciplinaire soit en instance devant la Chambre de discipline. Mais il faut reconnaître qu'en principe les dispositions de ce décret de 1890 ne laissent pas d'être opportunes ; on peut regretter que certaines de ces dispositions n'aient pas été prises par une loi. Lors de la mise en vigueur de ce décret de 1890, la Chambre des notaires de Castellane voulut prendre une délibération contestant la validité du décret ; sur avis favorable de la Cour d'appel d'Aix, cette Chambre fut suspendue pour six mois.

Il y a lieu de noter que les délégués de la Chambre de discipline sont pour ce qui a trait à leur mission, soumis au secret professionnel ; cela est rappelé dans l'art. 24 du règlement prototype annexé à la circulaire du 26 février 1891.

59. — A la date du 16 mars 1931, parut un autre règlement d'administration publique, relatif au contrôle de la comptabilité des études de notaires. Ce dernier texte règle d'une façon plus précise la tenue de la comptabilité des notaires. En outre, il établit dans chaque Cour d'appel une commission, dite « commission de contrôle », composée de notaires délégués par les chambres du ressort. Chaque étude de notaire doit, au moins une fois tous les quatre ans, recevoir la visite d'un notaire inspecteur, désigné par cette commission de contrôle. Cet inspecteur peut non seulement être assisté d'inspecteurs adjoints, mais aussi de comptables et employés spécialistes. Le décret prend heureusement soin

de préciser que ces derniers sont assujettis au secret professionnel.

Quant à l'étendue des communications que peuvent requérir ces inspecteurs, elle est précisée, plus particulièrement, dans l'art. 11. Mais il y a lieu d'observer que les dispositions de cet art. 11 s'appliquent également (aux termes de l'art. 21) aux inspections faites par les délégués des Chambres de discipline. Cet art. 11 dispose, dans son alinéa 3 : « Les inspecteurs ont les droits de recherche, de communication et de vérification les plus étendus sur les minutes, répertoires, registres, titres, valeurs, espèces, pièces comptables de toute nature dont ils jugent la représentation utile à leur mission. » Du point de vue de la légalité, ces dispositions sont susceptibles de recevoir les mêmes observations que les dispositions analogues du décret du 30 janvier 1890.

60. — Enfin, il y a lieu de signaler qu'en 1936 la Présidence du Conseil a préparé et déposé à la Chancellerie un projet de décret qui doit être soumis au Conseil d'Etat. Aux termes de l'art. 3 de ce projet, des inspecteurs de l'enregistrement seraient mis à la disposition des parquets pour contrôler inopinément les études de notaires. Il s'agirait là d'investigations différentes du droit de communication que possèdent déjà les agents de l'administration de l'enregistrement dans les études de notaires et dont nous allons parler (*infra*, N^{os} 61 et s.). Pour ce projet également, il semble que l'intervention du législateur serait nécessaire.

CHAPITRE III

De la communication à l'Administration de l'Enregistrement.

SECTION I.

DU DROIT DE COMMUNICATION DE L'ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT DANS LES ÉTUDES DE NOTAIRES.

61. — Ce droit de communication a son siège dans les art. 52 et 54 de la loi du 22 frimaire an VII, reproduits dans les art. 242 et 222 du décret de codification du 27 décembre 1934. Ce droit a pour but de faciliter le recouvrement de l'impôt de l'enregistrement, mais non celui d'autres impôts. Ainsi, il ne peut être exercé dans l'intérêt de l'administration des Domaines, bien que ce soient les mêmes agents qui assument ces deux services publics (Déc. Min. Fin., 18 septembre 1883).

Si les employés de la Régie s'aperçoivent, lors de leurs vérifications, que des notaires ont commis des irrégularités, ils doivent suivant les cas, soit poursuivre le recouvrement des amendes encourues, soit se borner à aviser le procureur de la République des infractions commises.

Le mode d'exercice du droit de communication chez les notaires — comme d'ailleurs chez les autres personnes ou

administrations soumises à ce droit — est le suivant. Ce droit doit être exercé sans déplacement, à l'étude. Les préposés n'ont pas le droit de rechercher eux-mêmes les archives les intéressant ; il doivent demander qu'on les leur représente. Enfin, s'ils peuvent prendre des copies et des notes, ils ne peuvent emporter aucun document.

62. — Quelle étendue faut-il donner à ce droit de communication ? Il s'applique d'abord aux répertoires (L. 22 frimaire an VII, art. 52). Il s'applique à tous les actes reçus en minute, exception faite pour les testaments et autres actes de libéralités à cause de mort, du vivant des testateurs (L. 22 frimaire an VII, art. 54). Ce droit de communication s'applique donc aux actes sous seings privés annexés aux minutes ou déposés au rang des minutes. Mais il ne s'étend pas aux autres actes sous seings privés qui peuvent se trouver en l'étude d'un notaire ; la jurisprudence l'a formellement reconnu (Civ. rej., 14 août 1854, S. 54.1.524 ; Civ. rej., 5 novembre 1866, S. 66.1.49). D'après ce dernier arrêt, « en dehors de leurs fonctions, les notaires ne sont vis-à-vis de la Régie que de simples conseils ; que non seulement ils ne sont pas obligés de communiquer à ce titre les papiers ou actes sous seings privés qu'ils tiennent de la confiance des parties, mais que souvent ils ne pourraient pas le faire sans manquer au secret professionnel dont les convenances et la loi leur font un devoir. » Au surplus, les dépôts confidentiels qui sont confiés aux notai-

res sont soustraits aux investigations des agents de l'administration de l'Enregistrement.

63. — Des difficultés s'étaient présentées autrefois lors des levées de scellés apposés chez les notaires. En effet, en particulier après le décès d'un notaire, les scellés doivent être apposés, en vertu de l'art. 61 de la loi du 25 ventôse an XI, et de l'art. 911, 3°, C. proc. civ. L'administration de l'enregistrement est sans droit pour se faire représenter à la levée du scellé et à l'inventaire qui serait dressé au fur et à mesure ; mais, l'administration peut exercer son droit de communication aussi bien ce jour-là que n'importe quel autre jour (Angers, 13 juillet 1880, S. 82.2.18).

Les fonctionnaires de l'administration de l'enregistrement n'usent, d'ordinaire, de leur droit de communication, qu'avec modération.

SECTION II

DES INVESTIGATIONS DE L'ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT LORS DE L'OUVERTURE D'UN COFFRE-FORT.

64. — La loi du 18 avril 1918, complétée par l'art. 16 de la loi du 30 juin 1923 (art. 258 et s. du décret de codification du 27 décembre 1934), a pris des mesures particulières relativement à l'ouverture, après le décès du locataire, d'un coffre-fort loué dans une banque. Cette ouverture ne peut être pratiquée qu'en présence d'un notaire, qui doit au préalable avertir le directeur départemental de l'enregistrement, afin de permettre à l'administration

de déléguer un de ses agents pour assister à l'ouverture, si elle le juge utile. Le notaire dresse un procès-verbal qui doit contenir l'énonciation complète et détaillée de tous les titres, sommes ou objets quelconques contenus dans le coffre. Si on trouve des testaments ou papiers cachetés, il faut appliquer la procédure prescrite par le C. proc. civ. au cas où de semblables documents sont découverts lors d'une levée de scellés : ils sont paraphés par les parties présentes, et présentés ultérieurement au président du tribunal (916, 918 et s. C. proc. civ.).

Il est arrivé que des notaires se sont rendus locataires de coffres-forts dans des banques. Ils ont pu y mettre des documents intéressant leurs clients, peut-être des dépôts confidentiels.

Si les documents présentent le caractère de testament ou sont inclus dans les paquets *cachetés*, il faut suivre la procédure sus-indiquée. S'ils concernent les clients de l'étude, le président du tribunal les fera remettre au successeur ou au notaire chargé provisoirement de la gestion de l'étude.

Mais si les documents concernant les clients ne sont ni des testaments, ni des papiers cachetés, comment faut-il procéder ? Le président du Tribunal de Provins a décidé, le 9 décembre 1931 (J. N. 1932, p. 170) que si ces documents étaient inclus dans des dossiers ficelés revêtus de diverses suscriptions indiquant leur nature, il y avait lieu de les considérer, par voie d'analogie, comme papiers cachetés.

Le président du Tribunal civil de Mayenne a décidé, le

12 janvier 1934 (J. N. 1936, p. 696), qu'en présence des termes généraux de la loi du 18 avril 1918, tous les titres, sommes ou objets quelconques contenus dans le coffre doivent être détaillés au procès-verbal d'ouverture, — hormis, bien entendu, le cas des testaments et papiers cachetés.

L'administration de l'enregistrement a pris, le 7 mai 1934, la solution suivante, inspirée de ce fait que les notaires sont tenus de mentionner sur un registre de comptabilité (le livre-journal des valeurs) les dépôts de valeurs qui leurs sont faits par les clients. Si les valeurs découvertes sont inscrites au registre, seul le nom du client figurera au procès-verbal. Mais si les valeurs ne sont pas mentionnées au registre du notaire, il y aura lieu d'en faire, au procès-verbal, l'énumération complète et détaillée prescrite par la loi.

CHAPITRE IV

De la communication au contrôleur des Contributions directes.

65. — Dans le projet de la loi du 31 juillet 1917, qui devait organiser l'impôt sur le revenu, les offices ministériels avaient été assimilés aux professions commerciales. Or ce texte imposait aux commerçants la production annuelle d'un résumé de leur comptabilité et l'engagement de fournir à l'appui, s'il y avait lieu, toutes justifications nécessaires. M. Boivin-Champeaux, sénateur, fit observer que les officiers ministériels avaient des secrets qui leur étaient imposés dans un intérêt public. Il fit adopter un amendement faisant rentrer les offices ministériels dans la catégorie des professions non commerciales. Il en est d'ailleurs toujours ainsi ; les notaires, en particulier, sont soumis à l'impôt cédulaire sur les bénéfices des professions non commerciales.

Mais bientôt ces considérations qui avaient inspiré le législateur de la loi de 1917 furent en partie perdues de vue. La loi du 13 juillet 1925 (art. 8) accorda un certain droit de communication au contrôleur des Contributions directes. Ces dispositions sont maintenant insérées sous l'art. 93 du décret du 27 décembre 1934, portant codification des textes législatifs concernant les impôts directs et taxes assimilées,

ainsi conçu : « Les officiers publics ou ministériels qui sont astreints par les règlements à la tenue d'une comptabilité doivent la représenter à toute réquisition du contrôleur, à l'appui des énonciations de leur déclaration. »

Suivait un deuxième alinéa restreignant ce droit de communication aux écritures de la comptabilité-étude, à l'exclusion de celles qui concernent les dépôts de fonds appartenant aux clients.

Mais cette dernière restriction a été elle-même abrogée par la loi portant réforme fiscale, récemment votée par le Parlement. L'art. 33 de cette loi abroge le 2^e alinéa de l'art. 93 du Code général des impôts directs précité. Il en résulte que désormais les contrôleurs pourront exiger des notaires la représentation de la totalité de leur comptabilité, y compris les écritures se rapportant aux dépôts de sommes ou de titres appartenant aux clients.

A la Chambre des Députés, M. le Ministre des Finances a donné, à propos de cet article, la précision suivante : « Il n'est pas question d'aller consulter les dossiers des notaires, ni de porter atteinte au secret professionnel. Il s'agit simplement de disposer que les revenus perçus par leur intermédiaire seront soumis au contrôle, comme les revenus perçus dans les banques » (*J. O.*, débats parlementaires, 27 novembre 1936, p. 3043).

A propos de l'étendue de cette communication, on s'est demandé si le contrôleur pourrait exiger la représentation

du répertoire des actes. Il semble que non (voir *Bulletin A. N. N. F.*, 1936, p. 292).

Il y a d'ailleurs lieu de remarquer que les contrôleurs sont astreints au secret professionnel pour les faits qui viendraient à leur connaissance au cours de ces communications (Code général des impôts directs, art. 143). Ce secret ne trouve exception que dans le cas où l'administration ayant déposé une plainte contre le redevable, les agents de l'administration seraient interrogés sur les faits faisant l'objet de la plainte.

Signalons ici que lors de l'application de la loi du 1^{er} juillet 1916 relative à l'impôt sur les bénéfices de guerre, il fut décidé que les notaires étaient tenus de communiquer tous les documents nécessaires pour établir les bases d'imposition,

CHAPITRE V

Des communications à l'autorité publique prescrites en vertu des principes de la tutelle administrative.

67. — Nous avons vu que lorsqu'un notaire est dépositaire d'un testament contenant une libéralité au profit d'une personne morale de droit public, ou d'un établissement reconnu d'utilité publique, il est tenu d'adresser une copie des dispositions aux représentants des collectivités instituées (*supra*, N° 24).

Mais il existe également d'autres communications auxquelles les notaires sont astreints relativement à ces mêmes legs. Le décret du 1^{er} février 1896 contient en effet deux dispositions à ce sujet. D'abord, tout notaire dépositaire d'un testament contenant une libéralité au profit d'une personne morale de droit public, ou d'un établissement reconnu d'utilité publique, ou d'une association religieuse autorisée, doit adresser spontanément, sans réquisition, au préfet une copie des dispositions militant au profit de ces personnes morales. De plus, l'art. 5, alinéa 2, du même décret contient cette autre disposition : « Dans le cas où le Gouvernement, statuant en Conseil d'Etat, juge nécessaire de requé-

rir du notaire la production d'une copie intégrale du testament, cette copie est fournie, etc... »

On peut se demander si ces dispositions ne vont pas contre la loi. Nous avons vu les dispositions de l'art. 23 de la loi de ventôse : seules les personnes intéressées en nom direct, héritiers ou ayants droit, peuvent obtenir communication des actes notariés. Le préfet ni le Gouvernement ne puisent dans aucune loi le droit que leur confère ce décret ; or ce décret, règlement d'administration publique, n'a pu déroger à la loi ; sur ce point, il est illégal. C'est ce qu'avait montré M. Théodore Tissier, à l'époque, dans un article publié à la *Revue du notariat* (*Rev. not.* 1896, p. 233). Il y réfutait un argument spécieux qui consistait à dire que puisque l'autorité publique est appelée à donner son autorisation pour l'acceptation du legs, elle se trouve partie intéressée au testament, et a dès lors le droit d'en requérir communication. L'autorité appelée à donner son autorisation en vertu des règles de la tutelle administrative peut être intéressée en nom *indirect* au testament ; elle ne saurait être considérée comme y étant partie intéressée en nom *direct*.

TITRE III

Des communications dans l'intérêt des recherches historiques

68. — Nous avons vu jusqu'ici les différentes hypothèses où il y a communications d'archives notariales dans un intérêt juridique. Examinons maintenant le cas où ces archives peuvent être communiquées dans un intérêt spéculatif : pour permettre les recherches historiques. Ce cas de communication n'est d'ailleurs consacré légalement que depuis la loi du 14 mars 1928. Cette loi a permis aux notaires ou aux chambres de notaires de déposer les documents ayant 125 ans de date aux archives nationales ou départementales (*supra*, N° 11). Mais cette loi contient une autre disposition ; en principe, elle porte que l'art. 23 de la loi de ventôse cesse de s'appliquer aux documents ayant plus de 125 ans de date ; elle pose le principe que ces documents « peuvent être librement communiqués. »

Cette disposition s'applique aux minutes et documents de toute nature ayant plus de 125 ans de date, soit qu'ils restent déposés dans les études de notaires ou dans les chambres, soit qu'ils aient été déposés aux Archives, dépôt qui n'est, on le sait, qu'une simple faculté.

Les dépositaires de ces archives ne sont nullement obligés de les communiquer à ceux qui voudraient y faire des recherches historiques. Ce n'est qu'en vertu d'une simple faculté et non d'un droit que ces chercheurs peuvent obtenir communication.

En ce qui concerne les documents déposés aux Archives conformément à la loi du 14 mars 1928, les dispositions suivantes sont applicables. Les notaires ou chambres déposants peuvent, en l'acte de dépôt qui est dressé lors du transfert des archives, faire des stipulations et des réserves pour la réglementation de la communication des archives qu'ils déposent. Les services administratifs des Archives sont tenus de s'y conformer. Voici, à titre de renseignement, les précautions prises généralement à Paris. Celui qui veut obtenir communication doit rédiger une demande contenant, outre les indications matérielles utiles, l'indication du but de la demande ; il dépose cette demande aux Archives. Cette demande est transmise avec les documents visés au notaire déposant qui est libre d'accorder ou de refuser l'autorisation.

69. — Ce principe de la libre communication des documents ayant plus de 125 ans de date peut néanmoins recevoir une exception. En effet, si la loi du 14 mars 1928 a disposé qu'en thèse générale l'art. 23 de la loi du 25 ventôse an XI cesserait d'être applicable aux documents ayant plus de 125 ans de date, elle a néanmoins prévu que par excep-

tion, cet art. 23 pourrait continuer d'être applicable à certains documents.

L'article 5 de cette loi est en effet ainsi conçu : « Toutefois, les parties intéressées en nom direct, héritiers ou ayants cause, gardent le droit de faire, par un acte extrajudiciaire, défense au notaire compétent et, en cas de dépôt, à l'administration préfectorale, de donner connaissance des actes notariés les concernant, qu'elles spécifieront, et d'en délivrer des expéditions ou extraits, si ce n'est dans les conditions fixées par l'art. 23 de la loi du 25 ventôse an XI. »

TITRE IV
Des responsabilités
susceptibles d'être encourues
à propos des communications d'archives
notariales

CHAPITRE PREMIER

De la responsabilité disciplinaire.

70. — La violation par le notaire des devoirs de sa fonction le rend passible de poursuites disciplinaires, intentées, suivant la gravité des faits, devant la chambre de discipline ou devant le tribunal civil (*supra*, N° 56). Il existe certaines infractions disciplinaires qui sont prévues spécialement dans des textes. Ce ne sont pourtant pas les seules susceptibles d'être poursuivies, car en matière disciplinaire il n'y a pas de règle analogue au principe pénal : *nullum crimen sine lege*.

En ce qui concerne la communication des archives notariales, le notaire qui accorde une communication indue commet un manquement à la discipline aussi bien qu'en refusant une communication que la loi lui impose de donner.

Examinons d'abord la première hypothèse : le notaire accorde une communication non due. L'art. 23 de la loi de ventôse a prévu le cas où un notaire donnerait connaissance d'un acte à d'autre qu'aux personnes y ayant droit. Il se rend passible d'une peine d'amende, fixée à 100 fr. par la loi de ventôse, mais réduite à 20 fr. par la loi du 16 juin 1824, art. 10. En cas de récidive, le notaire peut être suspendu de ses fonctions pendant trois mois.

L'art. 26 de la loi du 25 ventôse an XI prévoit également le cas où un notaire délivrerait une seconde grosse d'un acte sans que la partie intéressée soit porteur de l'ordonnance du président du tribunal autorisant cette délivrance. Le notaire qui agirait ainsi serait passible de la peine de la destitution.

71. — Si le notaire refuse sans motif légitime de communiquer à une personne ou à une autorité y ayant droit, il est également passible de peines disciplinaires. Les notaires sont en effet tenus de prêter leur ministère lorsqu'ils en sont requis (L. 25 ventôse an XI, art. 3). Faut-il néanmoins qu'il s'agisse d'un cas non douteux ; car le notaire peut comme toute personne se méprendre de bonne foi sur des questions parfois délicates. Son refus peut alors ne pas être considéré comme méritant des sanctions disciplinaires. C'est ce qu'a décidé la Cour de Toulouse (Toulouse, 2 mai 1883, D. 84.2.57 ; *supra*, N° 52).

CHAPITRE II

De la responsabilité pénale.

SECTION I

DE LA RESPONSABILITÉ PÉNALE ENCOURUE PAR LES NOTAIRES.

72. — L'un des devoirs du notaire est d'assurer la garde de ses archives. Il existe des infractions destinées à réprimer la violation de cette obligation.

D'abord, l'art. 173 C. pén. dispose : « Tout ... officier public qui aura détruit, supprimé, soustrait ou détourné les actes et titres dont il était dépositaire en cette qualité, ou qui lui auront été remis ou communiqués à raison de ses fonctions, sera puni des travaux forcés à temps. » Cet article ne vise que les actes et titres ; mais l'art. 255, alinéa 2, C. pén. se référant à des expressions plus larges de l'art. 254 punit de la même peine des travaux forcés à temps le dépositaire qui aurait commis ces soustractions, destructions ou enlèvements.

D'ailleurs le notaire qui par négligence ou manque de surveillance laisse soustraire, détruire ou enlever des archives de son étude commettrait un délit, passible de peines correctionnelles, prévu par l'art. 254 C. pén. Le tribunal correctionnel de Meaux fit application de cet article, le

28 septembre 1899. « Attendu, porte le jugement, qu'il résulte de l'information, et des débats preuve contre X... d'avoir... étant notaire, laissé par sa négligence soustraire, détruire ou enlever la minute d'un testament olographe... qui lui avait été remis comme dépositaire public et qui se trouvait contenu dans les archives de son étude (*Rev. not.* 1889, N° 8184).

73. — A côté de ces infractions relatives à la garde des archives, il en est d'autres relatives à la communication de ces archives. Si le notaire divulgue le contenu de documents, il peut se voir reprocher le délit de violation de secret professionnel de l'art. 378 C. pén.

74. — Enfin, le notaire qui refuse de communiquer aux agents de l'administration de l'enregistrement est passible d'une amende fiscale, prononcée par le tribunal civil.

SECTION II

DE LA RESPONSABILITÉ PÉNALE ENCOURUE PAR LES TIERS.

75. — Les agents, préposés ou commis des notaires sont, de même que le notaire, passibles des travaux forcés à temps pour les soustractions d'actes ou titres dont ils se seraient rendus coupables (art. 173, alinéa 2, C. pén.).

76. — D'autre part, l'art. 255 C. pén. punit de la réclusion les auteurs, autres que le dépositaire lui-même, de soustractions, destructions ou enlèvements de pièces, dans un dépôt public.

Observons ici que si un notaire est amené à raison de ses fonctions à avoir connaissance qu'un crime ou un délit ait été commis, il doit en faire la dénonciation officielle prescrite par l'art. 29 C. I. Crim., ainsi conçu : « Toute autorité constituée, tout fonctionnaire ou officier public qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquerra la connaissance d'un crime ou d'un délit, sera tenu d'en donner avis sur-le-champ au procureur de la République près le tribunal dans le ressort duquel ce crime ou délit aura été commis ou dans lequel le prévenu pourra être trouvé, et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs. »

CHAPITRE III

De la responsabilité civile.

77. — Quelques hypothèses de responsabilité civile peuvent se présenter à propos de la communication des archives notariales.

Ainsi a été déclaré civilement responsable un notaire qui avait délivré un extrait d'acte incomplet (Req. rej., 22 mars 1852, S. 52.1.322).

De même, un notaire avait remis la grosse au porteur d'un acte d'obligation qu'il avait reçu alors qu'il savait que les fonds n'avaient jamais été remis au débiteur. La Cour de Paris déclara l'obligation nulle de plein droit pour défaut de cause ; elle déclara, en outre, que le notaire avait commis une faute en remettant la grosse et qu'il devait réparer le préjudice causé (Paris, 13 juillet 1928, J. N. 1928, N° 35733).

Nous avons vu que le notaire dépositaire d'un testament est dans l'obligation, après le décès, de prévenir les bénéficiaires du testament (*supra*, N° 31). Des notaires ont été déclarés responsables en cas d'inexécution de cette obligation.

On avait retenu également la responsabilité du notaire dans le cas suivant : Une personne était décédée laissant

un testament authentique reçu par un notaire. Celui-ci déclara qu'il n'y en avait pas. Il y eut ensuite plusieurs péripéties de procédure au sujet de l'addition de l'hérédité. Puis, postérieurement, le notaire découvrit le testament ; il en informa héritiers et légataires. Le tribunal dit qu'il avait commis « une faute et une négligence lourde », et condamna en reprise d'instance les héritiers du notaire (Trib. civ. Lyon, 26 juin 1875, *Rev. not.* 1875, N° 5008).

78. — En ce qui concerne les anciennes archives notariales déposées aux Archives nationales ou départementales, il y a lieu de noter une disposition de non-responsabilité édictée par la loi du 14 mars 1928, dans son art. 5, alinéa 2, ainsi conçu : « En aucun cas le dépôt dans les archives n'entraînera la responsabilité pécuniaire du département ou de l'Etat. » Il paraît bien que si cette disposition s'applique en cas de faute de service, elle serait inapplicable en cas de faute d'un agent du service public.

79. — Il existe des cas où ce peuvent être des tiers qui sont déclarés civilement responsables. Par exemple, une personne n'ayant pas droit à se faire délivrer l'expédition d'un acte, intente néanmoins une demande en délivrance d'expédition. Si elle abuse des voies de recours, même de l'appel, elle peut de ce chef se voir condamnée à des dommages-intérêts, soit au profit du notaire, soit au profit des personnes intéressées à l'acte, si elles sont intervenues à l'instance (Req. rej., 15 mai 1922, J. N. 1923, N° 33342 ; Montpellier, 17 janvier 1935, J. N. 1935, N° 38389, *supra*, N° 14).

CONCLUSION

80. — Il y a lieu de présenter quelques observations finales sur trois points : sur la pratique notariale, sur la jurisprudence, et sur le mouvement législatif et réglementaire.

En ce qui concerne la *pratique notariale*, il faut constater que les communications d'archives notariales, — spécialement celles accordées pour satisfaire à des intérêts privés, — sont fréquentes. Elles sont particulièrement fréquentes entre hommes d'affaires. Les notaires consentent des communications aux avocats, aux autres notaires et aux officiers ministériels. Certes, ces différents hommes de loi n'ont aucun droit particulier d'investigation, mais c'est en qualité de mandataires de leurs clients qu'ils requièrent de prendre connaissance des actes. Si le notaire ne leur demande souvent pas de justifier de leur mandat, c'est par pure courtoisie. Entre notaires, les communications peuvent quelquefois donner lieu à quelques froissements ; l'ordonnance du 4 janvier 1843, reproduisant d'ailleurs sur ce point l'arrêté du 2 nivôse an XII, dispose que l'une des attributions de la chambre de discipline est : « 2° De prévenir ou concilier tous différends entre notaires, et notamment ceux qui pourraient s'élever, soit sur des communications, remises, dépôts ou rétentions de pièces, etc. »

On l'a vu, les cas de communications sont variés ; leur étendue est variable, et ils comportent des exceptions. Nous croyons que les notaires devraient se pénétrer de cette diversité relative de la matière, envisager spécialement chaque cas d'espèce qui se présente à eux, et s'abstenir de toute généralisation hâtive.

81. — En ce qui concerne *la jurisprudence*, la tendance des décisions semble avoir été généralement vers un plus grand respect du secret dû aux actes et aux archives des notaires.

82. — Au contraire, un mouvement en sens inverse s'est dessiné sur *le terrain législatif et réglementaire*. Soit dans un but de contrôle disciplinaire, soit dans un but fiscal, les textes exigeant des notaires des communications de plus en plus étendues se sont multipliés. Il nous semble que si ce mouvement continuait, il risquerait d'aboutir à un danger. Le jour où les études de notaires seront livrées à de trop grandes et trop vastes investigations, les clients s'éloigneront de ces études pour aller confier leurs affaires à des agents ou à des cabinets divers qui, n'ayant rien d'officiel, se trouvent soustraits à tout contrôle, disciplinaire ou fiscal.

D'un autre côté, nous l'avons vu, on a pu mettre en doute la légalité de certains textes prescrivant aux notaires des communications de leurs archives. Seule une loi peut déroger à l'art. 23 de la loi du 25 ventôse an XI. Plusieurs décrets déjà parus, et un autre qui est en préparation (*supra*,

N^{os} 58 et s., et N^o 67), contiennent des dérogations à cet art. 23 de la loi de ventôse. Nous croyons qu'il est temps, sur ce point, d'interrompre la prescription.

Vu :

Le Président de la Thèse,
RIPERT.

Vu :

Le Doyen,
Edgard ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION	7
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — Des archives notariales, de leur composition, de leurs lieux de dépôt et des personnes chargées de leur communication	13
TITRE I. — Des communications dans un intérêt particulier	24
CHAPITRE I. — De la communication aux personnes intéressées en nom direct, héritiers ou ayants droit	26
CHAPITRE II. — De la communication aux tiers	58
CHAPITRE III. — De la communication à toute personne des actes de sociétés par actions, de sociétés d'assurances mutuelles, et de sociétés d'assurances sur la vie à forme mutuelle ou tontinière	61
CHAPITRE IV. — De la communication au précédent titulaire de l'office	63
CHAPITRE V. — Des communications d'archives notariales au cours de procédures civiles	65
TITRE II. — Des communications dans un intérêt général	81
CHAPITRE I. — Des communications d'archives notariales au cours d'une procédure pénale	82
CHAPITRE II. — Des communications en matière de discipline notariale	88
CHAPITRE III. — De la communication à l'administration de l'enregistrement	95
CHAPITRE IV. — De la communication au contrôleur des contributions directes	100
CHAPITRE V. — Des communications à l'autorité publique prescrites en vertu des règles de la tutelle administrative	103

	Pages.
TITRE III. — Des communications dans l'intérêt des recherches historiques	105
TITRE IV. — Des responsabilités susceptibles d'être encourues à propos des communications d'archives notariales	108
CHAPITRE I. — De la responsabilité disciplinaire	108
CHAPITRE II. — De la responsabilité pénale	110
CHAPITRE III. — De la responsabilité civile	113
CONCLUSION	115

